

**Groupe interuniversitaire
d'étude de la postmodernité**

L'ECONOMIE MONDIALE

(Exposé de Georges Lebel)

Séminaire du 5 mai 1995

Cahiers de recherche

Les Cahiers de recherche sont publiés par le Groupe interuniversitaire d'étude sur la postmodernité. Le travail d'édition des Cahiers est sous la responsabilité de Christine Couvrat. La transcription du *verbatim* des séminaires est assurée par Hugo Plourde. Toute correspondance doit être adressée à:

Groupe interuniversitaire d'étude sur la
postmodernité
Département de sociologie
UQAM
C.P. 8888, Succ. A
Montréal, Québec
H3C 3P8

L'ÉCONOMIE MONDIALE

Exposé de Georges A. Lebel, prof. au département des Sciences juridiques de l'UQAM.

Georges Lebel: Je me demande toujours ce que je viens faire dans ce séminaire, car je ne connais rien en sociologie et m'y connais peu en matière de post-modernité. Vous savez, les juristes sont des pré-modernes. Ils ont remplacé les clercs du Moyen Age pour faciliter la transition à la modernité mais en sont restés à la tradition; sans accéder à la modernité. Dans ce contexte, la postmodernité m'a toujours énervé, je crains toujours d'aborder le sujet et je sais que parfois je danse à côté de mes « pompes ». Mais ce sont des pompes qui sont vraiment à côté, dans la mesure où, n'ayant pas franchi le seuil de la modernité, on peut aussi imaginer que, dans un grand bond en avant dans le 20^{ième} siècle, comme clercs, nous avons sauté par-dessus et que nous nous retrouvons de plain pied dans le non-dit, le non-assumé du paradigme social qui la suit.

Simplement pour vous dire sur quoi je travaille en ce moment, je souligne que je viens de donner mon dernier cours de séminaire de maîtrise en histoire. Ce cours s'intitule: « Introduction au droit américain: de l'Amérique des libertés à la liberté de commerce ». La thèse développée dans ce cours se résume en gros à cette proposition: l'Amérique vue comme une terre de droits individuels et de liberté, celle à laquelle nous sommes habitués, doit être vue sous un autre jour. En fait la lutte pour les droits civils représente une parenthèse (de 1937 à 1977) qui a été fermée avec la défaite de l'amendement américain sur les droits égaux des femmes - vous savez que les femmes ne sont pas égales en droit aux États-Unis - amendement constitutionnel qui leur a été refusé et, à partir de ce moment, ayant résolu les quatre grandes crises qui traversaient l'Amérique en 1937 - la crise de l'intégration des noirs, la crise financière et économique de 1929, le danger que représentait à cette époque le communisme, et celui du fascisme - on a opposé une fin de non recevoir à cet autre problème que posaient les femmes en 1977 pour

revenir au « business as usual », c'est-à-dire pour revenir à un libéralisme qu'on prétend classique.

Mais ce n'est pas de cela que je viens vous entretenir aujourd'hui. Le sujet est un peu embêtant. J'ai rencontré Michel Freitag à un moment où je revenais tout juste d'une période durant laquelle j'avais passé un grand bout de temps à frayer dans les couloirs et les anti-chambres des organismes internationaux: le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et surtout l'ONU, où j'avais passé plusieurs semaines. Et c'est très curieux car on voit les choses de plus près et cela nous donne des perspectives intéressantes: lorsqu'on revient dans notre village, on s'aperçoit qu'on discute toujours des mêmes choses mais on oublie trop souvent que ces thèmes qui nous préoccupent ont cette perspective ou un tel retentissement international. J'ai donc convenu avec Michel Freitag de vous parler du concept de société civile tel qu'utilisé, dans son aspect idéologique, par la Banque mondiale, et d'examiner l'utilisation idéologique de ce concept par cette organisation.

Je commencerai par dire que ce concept de société civile présente des enjeux importants mais en même temps, je n'ai ni théorie ni solution arrêtée à proposer. Je crois simplement, qu'il y a des choses à discuter et que nous devons, nous qui ne sommes pas partie de ces organisations internationales, élaborer une critique ou une réponse à ces gens grassement payés qui façonnent un monde qui risque de nous écoeurer. Il ne faut pas laisser ces gens parler tout le temps et ce, sans opposition. Voilà, je veux donc vous parler des ajustements idéologiques qui viennent après le désastre des ajustements structurels.

D'une certaine manière, je viens réfléchir à haute voix aujourd'hui. Comme certains, je ne pense pas que nous souffrions d'un trop plein de raison mais plutôt d'un déficit du rationnel, et que l'on met actuellement à profit l'irrationnel, le doigt de Dieu, la main invisible - dont on parle depuis longtemps - et puis l'économie vaudou. Ce déficit du rationnel nécessite des ajustements idéologiques, car ce que ces théories remettent en cause actuellement, c'est la notion d'État, de lien social, de fondement

du social. À cet égard, la question lancinante porte sur la forme de social qu'on nous propose, et nous allons voir qu'aujourd'hui :

« Les riches, partout, se posent la même redoutable question, celle qui hante le monde depuis deux siècles: comment faire travailler les pauvres là où l'illusion a déçu et où la force s'est défaite » (Christian Debord).

Finalement, c'est assez simple: comment faire pour continuer à faire travailler les pauvres et continuer à faire de l'argent? Mais pour cela il ne faut pas dissoudre le lien social et c'est précisément à cela que l'on assiste actuellement. Or, s'attaquer au lien social revient à se poser la question de la légitimité de l'action de l'État.

Rapidement présentée, l'idéologie actuelle fonde le social sur l'économie et la finance, le libre marché, la libre concurrence des intervenants, etc. On érige la croissance économique en premier objectif social, et la dette est traitée comme un problème social et non plus comme un problème économique. L'économie devient la norme et le remboursement de la dette devient la priorité. Notez cette inversion qui caractérise l'idéologie contemporaine: l'économie n'est plus au service du social, on ne produit plus pour satisfaire les besoins sociaux, mais le social et le politique sont mis au service de l'économie. C'est tout à fait le discours de Paul Martin, actuel ministre fédéral des finances: il faut se serrer la ceinture pour régler le problème de la dette et cela, coûte que coûte. Il s'agit d'une inversion absolument perverse, c'est-à-dire qu'on met maintenant en place des politiques sociales pour appuyer l'économie et non plus des politiques économiques pour satisfaire les besoins des gens. On ne ferait donc plus de l'argent pour bien vivre, mais on vivrait mal pour faire faire de l'argent aux autres!

Je ne sais pas si vous y avez déjà pensé, mais il faut nous prendre pour des « cons » pour vouloir nous faire croire cela. Mais enfin, il y a des gens qui continuent à nous parler de cela un peu partout dans les médias à tous les jours. À les entendre c'est l'économie devenue mondiale et autonome qui nous imposerait nos choix sociaux; nous ne pouvons plus faire des choix de société, mais nous devons nous adapter aux conditions de l'économie mondiale, la performance économique est maintenant

découplée, détachée du progrès social alors que jusqu'à maintenant on considérait que le progrès économique était le progrès social. On pourrait donc maintenant constater un progrès économique sans progrès social, ou mieux, dire que le progrès économique constitue le progrès social.

Tout cela sous la houlette et le thème du marché, de l'avantage concurrentiel des nations nécessaire à la croissance. Ainsi, il faudrait réduire les coûts, y compris les coûts sociaux, pour que nos entreprises soient concurrentielles sur le marché mondial. Dans ce modèle, la libéralisation des forces du marché produira la croissance des échanges, qui produira la croissance économique, qui permettra le développement social. On propose d'enrichir les riches pour que les pauvres profitent des retombées; c'est la politique du « Trickle down » de Reagan et Thatcher. Créer la richesse avant de la redistribuer est le programme actuel de la Banque mondiale. Dans ce contexte, seuls les plus aptes, seuls les plus forts résisteront aux vents de la concurrence. Cela implique par contre et directement l'exclusion des moins performants. On est alors en présence d'un appareil idéologique qui nous dit: « Oui nous excluons, et nous sommes d'accord pour exclure, pour éliminer des gens, pour fermer des régions, laisser des gens sur le trottoir; sans quoi nous ne deviendrons pas riches. » Ce *nous*, ne comprend évidemment pas les gens sur le trottoir, mais désigne *eux*, les riches.

Voilà le modèle! Et ce modèle fait de l'exclusion économique - et donc sociale - une condition et une résultante acceptées. Mais le fait de tenir un tel discours implique en même temps qu'il faille prévoir des coûts sociaux, une opposition et, éventuellement, de possibles réactions de la part de ceux qui sont exclus. Alors, à cet égoïsme érigé en vertu, à l'exclusion érigée en nécessité, il faut une légitimation. Il faut faire de nécessité vertu; il faut faire accepter et supporter l'exclusion, même par les exclus. Pour cela il faut une bonne idéologie, plusieurs curés (clercs, idéologues économistes ou professeurs d'université, au choix) et beaucoup de place dans les prisons.

Je vous l'ai dit, je viens de passer plusieurs semaines dans ces lieux où s'élabore cette nouvelle idéologie, ces lieux où la restructuration du monde est pensée. Le directeur général du Fonds monétaire international, Camdessus expose d'une manière absolument « admirable » que la « structure internationale de la coopération multilatérale pour le développement global » (*sic*) repose sur quatre éléments essentiels pour une croissance de qualité. La Banque mondiale va s'occuper des politiques de développement structurel, l'Organisation mondiale du commerce va s'occuper de libéraliser le commerce, le Fonds monétaire international va s'occuper des politiques macroéconomiques des relations d'échanges et l'Organisation des Nations unies va quant à elle s'occuper de sécurité et faire de « l'humanitaire »; ou pour le dire plus crûment, lorsque la guerre résultera de ces politiques, cette organisation tentera de les arrêter (mais pas trop vite, puisqu'il faut bien écouler les armes produites) et surtout elle sera toujours là pour accueillir les réfugiés dans des camps. Voilà la vision de ce monsieur qui, soit dit en passant, n'est pas n'importe qui: il est le directeur général du Fonds monétaire international, et c'est lui qui nous dit que le monde repose sur quatre piliers: trois piliers économiques, plus une police. La seule fonction qui reste aux Nations unies c'est la police (les missions humanitaires et les missions sociales). En ce qui concerne les décisions qui comptent, l'ONU n'est pas concernée. Le débat d'aujourd'hui reste de savoir si l'Organisation mondiale du commerce, (le GATT de 1994) les institutions de Bretton Woods, etc. vont dépendre des Nations unies ou si elles seront autonomes, indépendantes. Actuellement les États-Unis ont décidé qu'elles seront indépendantes et il y a donc de bonnes chances pour qu'elles le demeurent.

La Banque mondiale s'active donc intensément à la définition de cette nouvelle idéologie, et depuis que les Américains ont décidé en 1971 qu'ils ne payaient plus leur dette, la Banque mondiale a acquis une nouvelle fonction: faire payer la dette des autres. Les Américains ne payent plus, ils se servent de leur dollar pour financer leur dette que les autres doivent payer. C'est ça la règle du jeu depuis vingt ans. Alors, pour sortir de ce qu'elle appelle le « cercle vicieux » de l'endettement des nations, la Banque mondiale nous propose le « cercle vertueux » de la « good

governance. »¹ On parle du cercle vertueux de la *good governance*, qui joint dans une même théorie d'ensemble, l'économie, le politique et le social. Le cercle repose donc sur un tripode: la marmite de la finance spéculative internationale a besoin pour la soutenir de reposer sur ces trois pieds. Vous voyez le tableau, sur le feu de la concurrence des nations, on a besoin de ce tripode pour soutenir la marmite et que ça bout. Nous allons maintenant examiner successivement ces trois pieds avant d'esquisser les conséquences politiques dans la troisième partie.

Sur le plan économique, cette idéologie est tellement connue que je vais passer rapidement sur le sujet. C'est la thèse de la « globalization » Ici, il faut faire bien attention² parce que plusieurs parlent, en français, de la « mondialisation ». Mais ce terme est utilisé seulement par les gens qui veulent faire bien, qui veulent nous parler comme s'ils avaient compris quelque chose à ce qui se passe. En fait, il y a eu intégration d'un concept économique dans d'autres univers, et le seul concept vraiment structuré internationalement est celui de « globalization » C'est un concept américain qui ne concerne que les domaines économiques. Utiliser ce concept dans d'autres domaines est complètement erroné. Pour faire chic, on va parler du *jet set*, on parle des réseaux électroniques de

¹-J'utilise à dessein des mots en anglais parce que ce sont des concepts qui ont la particularité, dans les instances internationales, qu'on peut leur faire dire à la fois blanc et noir. C'est-à-dire que lorsqu'on engueule ceux qui les utilisent, ils nous disent que la *good governance* signifie la démocratie, le *Rule of law*, etc., et lorsqu'on leur dit qu'ils appuient pourtant un régime épouvantable à Singapour, ils nous disent que dans ce cas ce n'est pas la même chose: à Singapour, la réussite économique est grande et c'est pourquoi on ne peut pas y imposer le *Rule of law* au risque de faire chavirer le succès économique. Bref, ils nous disent que la démocratie ça ne s'impose pas, ça se choisit. Ainsi, chaque concept a, la plupart du temps, deux acceptions dans les instances internationales, c'est ce qui permet de tenir des réunions et d'arriver à des consensus avec 187 ambassadeurs qui utilisent tous le même mot, mais pas un seul ne dit la même chose. On est donc obligé d'utiliser leurs termes de cette manière.

²- François Chesnais: *La mondialisation du capital*, Syros, Paris, 1994, 286 p. Il écrit à la p. 15: « Le terme "mondialisation" a le défaut de diminuer au moins quelque peu le flou conceptuel des termes "global" et "globalization." Le mot "mondial" permet d'introduire l'idée que, si l'économie s'est mondialisée, il importerait alors que des institutions politiques mondiales capables d'en maîtriser le mouvement soient construites au plus vite. Or, de cela, les forces qui régissent actuellement les affaires du monde ne veulent à aucun prix. Chez les États du Groupe des Sept, les plus forts pensent pouvoir encore chevaucher à leur avantage les forces économiques et financières que la libéralisation a déchaînées, tandis que les autres sont paralysés par la prise de conscience d'une part de leur perte de statut et, d'autre part, du chemin qu'il va leur falloir parcourir pour s'adapter. »

communication et alors que, jusqu'à maintenant, un Canadien parlait du « Village global » (McLuhan), un Américain (Brzézjinsky) nous a appris dans ses mémoires que ce n'est pas un village dont il s'agit, mais bien d'une ville. En effet, si le terme de village implique solidarité et convivialité, celui de ville implique individualisme, solitude et agression. La « globalization n'est donc pas un fait, ce n'est pas une réalité, mais c'est une hypothèse économique qui est imposée comme thèse, et c'est devenu un postulat avant de devenir un lieu commun.

Ce concept de « Globalization » fait référence au contenu idéologique suivant: l'économie s'est affranchie des frontières nationales, elle flotte dans l'univers virtuel des flux spéculatifs internationaux, qui sont de l'ordre de 1 trillion de dollars US par jour, elle est impersonnelle, invisible, imprévisible, cruelle, dangereuse, insatiable et ne répond à aucune autre considération que le profit financier instantané. Cela concerne huit-cents firmes financières internationales - uniquement financières - connues et répertoriées. Elle est d'abord financière et spéculative et plus du tout liée à la production ou à la détention des moyens de production. Surtout, elle n'est soumise à aucune réglementation et ne dépendrait d'aucun État. L'économie globale échapperait ainsi aux politiques, nierait au politique de tout pouvoir qui ne serait pas le sien. En fait, elle récuse les multiples pouvoirs qui ne seraient pas *le* pouvoir impérial. Vous l'avez vu hier au sujet de la réunion du G7 à Halifax, lors de la conférence conjointe de monsieur Rubin (secrétaire américain au Trésor) avec monsieur Camdessus (DG du FMI). C'était absolument magnifique, on a eu droit à un résumé de toute cette thèse en deux mots. Monsieur Camdessus a dit au micro: « Vous allez, je le sais, hausser vos taux d'intérêt. » Rubin a répondu: « Il n'en est pas question. On va les baisser et ainsi, vous allez continuer à payer notre dette.» C'était aussi clair que cela. Alors si c'est ça, on court allègrement à la catastrophe. Mais Clinton, en émule de Hoover (président des États-Unis lors de la crise économique de 1929), assure qu'il est urgent de ne rien faire! Et ce matin (28 avril 1995) j'ai lu dans *LeDevoir* que le ministre Martin revenait sur son opinion et renonçait à sa proposition d'apporter des modifications à ces organisations que sont le F.M.I. et la B.M.

Les propositions dans l'air en ce qui concerne l'économie se résument à l'imposition d'une taxe sur les flux monétaires internationaux: une taxe de 0,0027% sur un trillion de dollars par jour, qui ramasserait 40 milliards de dollars par année. Cette proposition du prix Nobel d'économie consisterait à distribuer ce 40 milliards de dollars de la façon suivante: 20 milliards pour les missions de paix des Nations unies et 20 milliards pour assurer le développement social. Les États ont trouvé la proposition intéressante, les banques ont fait valoir qu'il était impossible de contrôler cette mesure. En l'absence de structures supra-étatiques qui pourraient contrôler ces rapports internationaux, on s'accorde pour dire qu'il est impossible d'imposer cette taxe. Pour le moment donc cette proposition de « Tobin Tax » a été repoussée par les États et par les banques. Voilà donc le premier segment de mon tripode analysé par les juristes: la gestion de l'économie échappe au politique.

La deuxième patte maintenant: le politique. Là encore vous connaissez la chanson, elle est quotidienne: la prééminence du marché exige la réduction du rôle de l'État, lequel est un obstacle à la réalisation du marché. L'État, ses politiques, ses réglementations constituent des barrières non tarifaires à supprimer. Cela comporte trois dimensions. D'abord le discours de la dette - l'État doit payer ses dettes. Deuxièmement, l'État doit arrêter d'empêcher les riches de faire de l'argent et troisièmement, il doit arrêter de donner l'argent aux pauvres. C'est le désengagement de l'État du social. Vous connaissez le discours de la dette, vous en payez le prix tous les jours, je n'insiste pas. C'est un mécanisme simple de transfert de la richesse par la rente, transfert de ceux qui travaillent vers ceux qui possèdent, des actifs vers les « profiteurs » (ceux qui ramassent des profits sont des profiteurs). Mais d'où ces profits, d'où cet argent viennent-ils?

Ils proviennent principalement des manipulations des taux d'intérêt et des exemptions fiscales des possédants. Le déficit des caisses sociales vient des réductions des contributions des entreprises. Le calcul a été fait, le déficit correspond exactement aux sommes que les entreprises ne paient plus en impôts depuis quinze ans. Les sommes qui manquent pour financer les mesures de soutien visant à atténuer les problèmes que les

gens vivent, correspondent exactement à l'argent que les patrons et les entreprises ne paient plus. Alors la Banque du Canada manipule les taux d'intérêt, et il suffit d'avoir de la mémoire sur plus de trois semaines de téléjournal de Radio-Canada pour voir que, quand l'économie va bien, on dit qu'il faut augmenter les taux d'intérêt afin d'éviter la surchauffe de l'économie et contrer ainsi l'inflation. Quand l'économie va mal, on dit qu'il faut augmenter les taux d'intérêt pour défendre le dollar et éviter la fuite des capitaux. Alors on se retrouve toujours avec des taux hypothécaires qui montent. Ça va mal, les taux montent, ça va bien, les taux montent aussi! Pour parler en sociologue, en termes de corrélations, il y a une espèce de décrochage de la causalité sociale de l'inflation ou des taux d'intérêt.

Ce discours de la dette exige en contrepartie la déréglementation. L'État stupide et incapable n'aurait pu produire qu'une seule chose: la dette. Il faudrait donc stopper son mode d'intervention traditionnel - la réglementation - pour faire jouer librement les règles du marché, pour qu'il n'y ait plus d'obstacles au jeu des libres forces de ce marché et pour que soient récompensés les performants et exclus les incapables. L'inefficacité avérée de l'intervention étatique devrait céder la place à la prépondérance des libres acteurs, c'est-à-dire les forts. C'est là la thèse des renards libres dans le poulailler libre. Elle comporte aussi la décentralisation et la libre concurrence des régions, un marché des régions. Et là aussi avec des régions exclues, parce que non performantes. Ça, c'est monsieur Bérard de la Banque Nationale qui le disait la semaine dernière. Mais il faut faire attention car monsieur Parizeau nous dit la même chose et personne ne réagit. Cela dit, cette déréglementation souhaitée nous conduit plus globalement au désengagement de l'État, désengagement qui remet en cause le modèle de l'État providence dont on postule qu'il a épuisé ses effets.

Au sujet de l'État providence, il me faut peut-être préciser où je me situe, parce que si tout le monde en parle, on ne s'entend pas toujours sur le sens de ce dont on parle, et on ne parle pas toujours tous de la même chose. Par État providence, j'entends une conception des politiques économiques qui veut utiliser la richesse collective, mobilisée par l'État,

pour redistribuer des sommes comme dépenses de l'État. L'action de l'État se présente donc sous la forme de grands travaux, de subsides ou d'aides. Cette action de l'État vise à stimuler la consommation, donc la production, et engendre de ce fait la croissance. Nous avons vécu là-dessus pendant quarante ans. Nous sommes habitués de voir l'État providence comme un concept politique de redistribution aux pauvres. Mais la partie la plus importante de l'État providence, c'est l'argent qu'on a donné aux riches. C'est la redistribution à l'entreprise, les subventions à l'entreprise et tout ce qu'on appelle les externalités (la construction des routes, etc.) qui ont servi au développement de l'entreprise. C'est cela surtout l'État providence. Ce n'est pas seulement le bien-être social, c'est le *poverty welfare*, qui vise le développement global des capacités productrices des sociétés. Mais on a dit que ce modèle est épuisé par la saturation des marchés en manque d'une demande solvable. Une fois que tout le monde a trois frigos, trois autos, trois maisons et trois télévisions, même si on leur donne de l'argent, ce qu'ils vont faire c'est prendre de la coke! On stimule, mais le problème est qu'on stimule la consommation en Colombie. Et si on stimule la consommation des jeunes ménages, eh bien, ils vont consommer des produits japonais mais très peu de produits américains ou canadiens. C'est là le vice affirmé de la mondialisation: l'argent qu'on redistribue à nos pauvres ne stimule plus nos entreprises, mais celles de nos concurrents. La mécanique de la redistribution ne fonctionne plus, la croissance n'est plus alimentée par la consommation locale. Le modèle de l'État providence est désuet, il est épuisé; il faut maintenant réduire le rôle de l'État.

Les riches aussi sont épuisés et veulent par conséquent puiser dans les ressources. C'est pourquoi ils nous expliquent qu'il faut confiner le rôle de l'État à des choses très précises: la formation - ce ne sont quand même pas les entreprises qui vont payer! - , il faut faire des routes, il faut s'occuper de la santé (parce que là le problème est que, même si tu te promènes en première classe, si tu baisses en deuxième classe, tu risques d'attraper le Sida). Le problème est aussi qu'indépendamment du sida, si l'avion tombe, si le système s'effondre, les gens en première classe vont s'écraser eux aussi.

Voilà pourquoi l'État doit s'occuper des règles de la concurrence car si on ne s'occupe pas des règles du jeu, des gens risquent de s'accaparer du marché. Enfin, l'État doit contrôler les pauvres et contrôler la violence. C'est la fonction principale de l'État selon la conception néo-libérale actuelle. Par exemple, aux États-Unis on consacre actuellement plus de ressources à la construction de prisons qu'on en consacre au développement social. Et on empile les prisonniers les uns par-dessus les autres, il y a en même qui se retrouvent à New-York dans un vieux transatlantique loué à des fins carcérales. Entre nous, il y a des limites: quand on se retrouve avec des statistiques comme à New-York, où 46% de la population noire est passée au moins une fois en prison dans les trois dernières années, il y a quelque chose qui cloche!

Dans ces circonstances donc, le moteur et la justification de la déréglementation sont qu'il faut internaliser les externalités. Cela signifie, par exemple, qu'il faut inclure dans les coûts des producteurs le coût de l'environnement. Aux États-Unis, une entreprise qui rejette disons dix-mille tonnes de produits toxiques dans l'environnement, reçoit un « quota de pollution », c'est-à-dire des mauvais points, équivalent à dix-mille tonnes. Si cette entreprise installe des équipements de réduction de ses émissions polluantes, on lui donne des « bons points ». Ces bons points, l'entreprise peut les garder pour elle ou les vendre à une autre entreprise qui pourra continuer à polluer en dépassant son quota de pollution, dépassement compensé par les bons points de la première entreprise, qui est donc vendeuse de droits de pollution. On achète donc le droit de polluer aux États-Unis, et cela s'appelle internaliser les externalités. N'est-ce pas absolument aberrant?

Une décision de la Cour suprême des États-Unis l'est tout autant: en vertu de la Constitution américaine, l'ensemble des réglementations concernant l'environnement constituerait une forme d'expropriation parce que cette réglementation porte atteinte à la jouissance en toute liberté de la propriété privée. Dans une affaire soumise à la Cour, un entrepreneur avait acheté une lagune et voulait y construire des maisons luxueuses. Il entreprend donc de planter des poteaux dans la lagune pour y asseoir ces maisons. L'État lui rétorque qu'il ne peut réaliser son projet parce que

d'une part, il s'agit d'un lieu de nidification d'oiseaux rares et que d'autre part, ces futures habitations provoqueront une érosion importante. On invoque donc la réglementation environnementale pour interdire à cet homme de construire des maisons à cet endroit. Il invoque alors la Constitution qui lui garantit la jouissance paisible de sa propriété contre toute ingérence de l'État et en vertu de laquelle la réglementation environnementale en question constitue en fait une expropriation. L'entrepreneur réclame en conséquence le dédommagement des sommes qu'il a déjà investies et de l'argent qu'il perd à ne pas pouvoir jouir de sa propriété et des fruits de son exploitation. La Cour suprême a reconnu que ce raisonnement avait du sens. Vous vous rendez sans doute compte que cela signifie que l'on va devoir payer tous les *boss* à chaque fois que l'État va adopter une mesure ayant pour but de protéger la santé et la sécurité des travailleurs dans les usines, et que les patrons ne paieront plus pour cela simplement parce qu'ils auraient le droit de disposer de leur propriété comme ils l'entendent.

Enfin, il y a un bureau aux États-Unis qui s'appelle le *Risk Assessment*. Avant l'adoption de tout règlement aux États-Unis, il faut faire une évaluation des effets de ce règlement. Une évaluation sera faite au niveau de l'environnement, de la santé des travailleurs et de l'opportunité politique. Si ce règlement n'affecte pas l'environnement, s'il n'affecte pas la santé des gens ni la démocratie, alors, on peut l'adopter. Cette disposition existe depuis une trentaine d'années. Aujourd'hui les républicains viennent dire qu'il faut chapeauter ces trois critères par un critère économique et une analyse coût/bénéfice de la mesure proposée. Autrement dit, il faudra d'abord démontrer que telle ou telle disposition génèrera des économies et c'est seulement si cette mesure passe ce premier test que l'on pourra, par la suite, analyser un projet de réglementation en fonction des objectifs de santé des gens, de protection de l'environnement et de démocratie. Cette loi a été adoptée et fait partie du « contrat avec l'Amérique ».

Le désengagement de l'État implique que l'on coupe dans les services de l'État, surtout les services sociaux qui, mesurés à l'aune de l'efficacité concurrentielle sont vus comme inefficaces, créateurs de dépendances et,

surtout, comme des barrières imposées au libre marché du travail. Là-dessus je n'insisterai pas trop, mais j'ai vu l'ambassadeur de Singapour faire des déclarations à l'O.N.U. pour dire qu'il faut supprimer tous les syndicats parce que ceux-ci constituent des barrières non tarifaires. Le raisonnement est simple: il s'agirait là d'une concurrence déloyale. Mais comme on reconnaît que le modèle implique de plus en plus des effets d'exclusion, on a proposé un nouveau concept, celui de *social safety net*.³ La différence entre les deux est la suivante: la sécurité sociale est à nos travailleurs sociaux ce que la sûreté sociale est à la Sûreté du Québec: on fait appelle à la sûreté sociale quand on a un problème social, et cela ne comporte plus cette dimension de la solidarité sociale.

Le *Social safety net* se distingue donc de la sécurité sociale que nous connaissons par le fait que les programmes étatiques ne sont plus universels, ne sont plus complets mais sectoriels, ne sont plus gratuits mais contributoires, ils ne sont plus permanents mais temporaires et ponctuels, c'est-à-dire qu'ils sont toujours temporaires pour résoudre des difficultés sociales temporaires. Ce n'est donc plus la solidarité sociale collective, mais une politique de la main-d'oeuvre axée sur la réinsertion au marché du travail, ce n'est plus la redistribution mais l'assistance temporaire. C'est précisément l'objet et l'orientation de la réforme Axworthy et du budget de Paul Martin.

En droit, cela se caractérise par un abandon des législations qui confèrent des droits au profit des lois et par des objectifs qui ne sont plus justiciables, c'est-à-dire qu'on ne peut plus demander à un tribunal l'application de la norme qui résulte de cette législation, puisqu'elle implique l'application de barèmes soumis à l'évaluation discrétionnaire de nos fonctionnaires, de la conformité du demandeur aux objectifs du programme. On est passé de l'admissibilité à l'éligibilité. On ne peut plus

³- Quand j'étais tout petit, la compagnie américaine Gillette avait mis sur le marché un nouveau rasoir appelé *safety* parce que, contrairement aux appareils utilisés auparavant, celui-ci comportait une couverture qui ne dégageait qu'une faible partie de la lame, ce qui diminuait les risques de coupures. Mon père parlait donc d'un *safety* pour qualifier ce nouveau rasoir. Vous devinerez que j'ai trouvé très intéressant qu'on associe cette notion de coupure à cette notion de filet de sûreté sociale!

exiger telle chose, on doit attendre que le fonctionnaire veuille bien nous le donner. Et s'il y a des gens qui s'intéressent à cela, il y a un programme qui a été créé au Québec - le programme APPORT. Un étudiant brillant a examiné ce programme. Il a passé trois mois à essayer de comprendre cette loi sans y arriver ni être capable de mettre le doigt sur le motif des douze amendements qui y ont été apportés depuis qu'elle a été adoptée il y a quatre ans. On a essayé en vain de calculer les barèmes objectifs de ce programme. Nous nous sommes donc résignés à aller voir le fonctionnaire du ministère des affaires sociales responsable de l'application de cette loi, et il a fini par avouer qu'il ne le savait pas, que c'était le logiciel qui calculait la prestation. Nous avons alors demandé à rencontrer le gardien du logiciel, un fonctionnaire de Revenu Québec qui nous a expliqué candidement que le programme social en question était géré non plus en fonction des besoins des individus mais en fonction de la loi de l'impôt, et ce, afin d'assurer une cohérence nouvelle entre les politiques sociales et les incitations au travail. Les multiples modifications au programme APPORT résultaient donc, non pas des fluctuations inhérentes à la situation de l'emploi et des besoins des gens, mais des impératifs de la fiscalité. Ceci permet au ministère du revenu de changer sans cesse les barèmes et les taux, à un point tel que même les spécialistes ne s'y retrouvent plus.

Mais enfin, je ne sais pas si vous vous rendez compte de là où on en est! On parlait des droits, du citoyen qui défend ses droits. Qu'est-ce que vous voulez faire avec des programmes si compliqués? Payez vos impôts et fermez vos gueules! C'est cela le *Safety net*.

Bien sûr on exige aussi des gens qui ont de l'aide qu'ils respectent un certain conformisme social. J'ai un étudiant qui a aussi travaillé là-dessus et il en ressort que nous revenons au *poor law* de l'Angleterre du 19 ième siècle qui exigeait des pauvres qu'ils fassent la preuve de leur moralité s'ils voulaient bénéficier de la charité. Aujourd'hui, ces gens non conformes au modèle social se retrouvent sur la rue Ste-Catherine. Nous excluons ces gens qui ne correspondent plus au modèle social en voie d'élaboration. Nous en sommes là: si on veut toucher de l'argent de l'État, il faut faire la preuve qu'on se conforme aux objectifs du programme social.

Vous aurez compris qu'il y a un problème. Si l'État répond aux impératifs du marché, à la demande solvable, il ne répond plus nécessairement aux besoins sociaux, et surtout, il n'est plus l'expression de la collectivité ou de l'intérêt général que postule la théorie, on a là ce qu'on peut appeler un déficit démocratique. Si c'est le marché et non plus les élus qui décide, on a alors un problème de démocratie. Lorsque Jean Chrétien nous dit que ce n'est plus lui qui décide mais les gens du F.M.I., j'ai envie de lui dire de partir. C'est l'idéologie « Forest Gump ». Je ne sais pas si vous avez vu ce film, mais il faut le faire! Jusqu'à récemment je ne m'occupais pas de cela, mais je me rends compte que la plupart des films que nous présentent les Américains sont toujours fonction d'une idéologie qu'ils veulent nous vendre. Dans le cas précis de ce film, l'idéologie en question est celle du « on n'y peut rien ». La preuve c'est que cet imbécile est mêlé à tous les événements qui transforment les États-Unis sans qu'il y comprenne quoi que ce soit, et il finit millionnaire, comme ça.

Quelque chose de similaire se produit avec l'idéologie libérale: on invoque l'économie pour indiquer qu'on n'y peut rien et qu'on n'est pas responsable de telle ou telle situation. Mais alors, l'État nous annonce qu'il n'est plus garant de l'égalité alors que c'est la recherche de cette égalité qui fonde la légitimité démocratique de l'État. Les Américains nous annoncent que l'État est garant non de l'égalité tout court, mais de l'égalité des chances (*opportunities*) seulement. Quant à l'équité ou à la justice sociale, elle nous est présentée comme une vertu, et dans l'univers de la morale (à moins de croire à la récompense dans l'au-delà), c'est le privilège du pouvoir de récompenser la vertu, donc de décider ce qui est ou non vertueux ou équitable.

Notre problème vient de ce que, ne détenant pas le pouvoir on se retrouve rarement du côté des vertueux et, conséquemment, on en est réduit à prendre le parti de ceux qui réclament l'équité. Mais puisque que ce n'est pas nous qui décidons, préférons défendre l'égalité plutôt que l'équité.

Le désengagement de l'État se manifeste aussi par l'abolition des programmes d'action positive. Ce n'est pas rien, les États-Unis se sont construits dans les quinze dernières années sur cette idéologie selon laquelle toute discrimination systémique ayant été pratiquée à l'égard des femmes, des noirs, des handicapés, etc. devait être redressée par l'adoption de mesures de réintégration dans la société de ces groupes de gens, cela pour éviter que le lien social ne soit détruit. Aujourd'hui, on met un terme à ces mesures que l'on considère stupides en y prêtant des effets pervers. Par exemple, sous cet angle, on dit que ces mesures font que l'on se retrouve avec des professeurs d'universités noirs stupides qui ne sont là que parce qu'il fallait qu'ils y soient pour « faire bien ». Vous voyez l'argument? Comme si on n'avait pas assez de professeurs d'université stupides sans ces mesures.

Mais en abandonnant la poursuite de l'égalité, l'État perd sa légitimité et se fait le garant de l'accaparement des riches - et donc des exclusions et des inégalités - en considérant les mesures de redistribution et d'égalisation comme des contraintes imposées au libre marché. Si l'État ne fait plus ce que nous en attendons, c'est-à-dire assurer un minimum de justice sociale, il perd de sa légitimité.

C'est ce déficit démocratique qu'on va essayer de combler avec des propositions de privatisation. C'est évidemment un thème idéologique: ces grandes braderies des avoirs collectifs qui, je vous le ferai remarquer incidemment, sont achetés avec l'argent de nos dettes. Donc lorsque des intérêts privés achètent des actifs de l'État, ils l'achètent avec l'argent de nos dettes (Air Canada, CNR, Canadair, Téléglobe Canada, etc.). Vous avez vu le Mexique en janvier, l'Argentine en février, le Brésil en mars. tous y passent. Tout ce que ces sociétés ont construit au prix d'efforts collectifs et sociaux colossaux, toutes ces entreprises nationalisées, la Banque mondiale a exigé leur liquidation ou privatisation en brandissant la menace du drame qui s'est produit au Mexique en janvier. Sombre précédent qui sert de leçon aux autres et que Paul Martin s'est empressé de nous transmettre lors de son budget. Ces pays ont obéi alors que la nationalisation et la prise en charge par l'État de toute une série de

fonctions sociales nécessaires au Brésil a été le point d'ancrage de la coalition qui a permis de sortir de la dictature militaire.

Mais la privatisation signifie plus que revendre des biens au secteur privé, on en profite aussi pour lui refiler des tâches et des responsabilités traditionnelles de l'État s'il s'avère qu'elles peuvent être rentabilisées ou exécutées à moindre coût. Il en découle quelque chose de tout à fait intéressant: un processus de redéfinition du « privé ». À ce sujet, j'ai trouvé un document qui traite de la question et qui s'appelle *Public policy -forum de politique publique*. comme on dit si élégamment dans notre Canada bilingue et multiculturel. Ce « forum public » qui regroupe les grandes banques et entreprises canadiennes a publié le 23 juin 1993 - je signale que c'était juste avant les élections - un texte qui s'intitule: « Pour mieux se gouverner ». Le projet explicite ou la question posée par les boss canadiens est le suivant: Comment pouvons-nous gérer les affaires du pays ou mobiliser les Canadiens pour nous attaquer à des questions difficiles, alors qu'ils manifestent si peu de confiance envers leurs décideurs nationaux? Si les décideurs nationaux ne sont plus en mesure de décider légitimement, *nous* (j'insiste sur le nous), comment pouvons-nous gérer les affaires du pays, ou mobiliser les Canadiens pour *nous* attaquer à des questions difficiles alors qu'ils manifestent si peu de confiance envers les décideurs nationaux ? Voilà l'aveu, ils l'ont dit, ce sont eux qui mènent! Maintenant je lis la note en bas de page: « Autrement dit, tout ce qui n'est pas le gouvernement, c'est nous. Les autres c'est *eux*. Vous voyez le programme: c'est pour *nous* gouverner. » La privatisation correspond donc à l'irruption du secteur privé contre les décideurs nationaux des États.

C'est là le troisième pied de mon tripode. Après l'autonomie de l'économie mondialisée et la désaffection du politique qui nécesssite le désengagement de l'État croupion, endetté et suppléant, il faut - pour la cohérence idéologique - inventer un nouveau joueur. Pour combler le déficit démocratique laissé par la mise à l'écart de l'État, ils ont trouvé - c'est ce qu'ils ont trouvé de mieux - la société civile et le processus de la privatisation du social.

Pour comprendre, il faut d'abord se souvenir que d'une part il y a le mouvement social réel, c'est-à-dire les gens qui bougent et qui agissent et que, d'autre part, il y a le discours sur les gens qui bougent. Ça c'est autre chose. Il y a plusieurs lieux et niveaux différents de discours sur ces mouvements. Et puis, de qui parle-t-on lorsqu'on parle de la privatisation du social ? Eh bien, on soulève les thèmes de la famille - on parle plus que jamais de la famille par les temps qui courent.⁴ En fait, il s'agit de faire assumer par des instances civiles nouvelles les fonctions paternalistes de l'État providence. J'utilise à dessein l'expression de « fonctions paternalistes » parce que dans ce modèle de désengagement de l'État, ce sont bien sûr les femmes qui écopent et c'est sur elles que tombent les fonctions qui ne sont plus assumées par l'État. Je l'affirme de façon catégorique puisque je n'ai pas le temps ici d'en faire la démonstration. Par exemple, vous allez au Mexique et vous trouvez que les huit cent mille personnes qui ont perdu leur emploi depuis le mois de janvier sont prises en charge par les femmes. Ce sont elles qui assument le désengagement de l'État et les fonctions qui sont absolument nécessaires, elles doivent se débrouiller pour nourrir, vêtir et loger leurs enfants, c'est une tâche de tous les instants à laquelle elles ne peuvent échapper.

Alors, à ce rôle de suppléance de l'État désengagé, on convoque les instances anciennes comme les associations bénévoles et sans but lucratif, les groupes populaires auxquels on donne une voix consultative, on les consulte. Cela ressemble étrangement à ce qu'on appelait anciennement le corporatisme social. La reconnaissance par l'État de fonctions collectives et contraignantes aux « corps constitués ». C'était ça en Espagne en 1936, c'était ça au Portugal en 1922 et c'était ça au Québec en 1930. Aujourd'hui on utilise un nouveau concept. On ne parle plus de corporatisme social - il y a un peu trop de sang sur ce concept! - on utilise un nouveau concept qui s'appelle *l'empowerment*. Ce concept se traduit difficilement. La traduction que l'ONU en a donné à la suite de la conférence du Caire (où il y a eu un débat d'une semaine sur cette

4- Il y a même un film américain qui vante un jeune fils qui fait des études de médecine et qui s'occupe de son grand-père. Le film nous montre que c'est difficile par moments, mais que ce n'est rien à côté des plaisirs qu'il a de s'en occuper. Pourquoi ils font ce film? Ce n'est pas bien compliqué, c'est pour que nous nous occupions de nos grands-parents.

question) est la suivante: « l'accroissement de leur pouvoir ». Par exemple, la *women's empowerment* voudrait dire « accroissement du pouvoir des femmes ». À mon avis cela ne veut absolument rien dire en français. Mais dans la bouche de Ghislain Dufour du Conseil du patronat, cela se traduit par « responsabilisation accrue des groupes sociaux » et donc, déresponsabilisation correspondante de l'État. Ce n'est plus à l'État de nous aider à nous en sortir mais aux individus de s'en sortir chacun de leur côté selon la formule: maintenant que vous avez votre *empowerment*, que vous avez le pouvoir, eh bien occupez-vous en. Voilà la logique de tout ce discours qui prône l'octroi de pouvoirs aux groupes sociaux, il faut voir ce qui se trouve derrière et surtout, il faut regarder les intérêts que sert celui qui parle.

J'ai désigné cette sous-traitance comme privatisation du social, ce retour de toute une série de fonctions qui étaient publiques et qui redeviennent privées. Vous avez vu cet épisode loufoque des orphelinats aux États-Unis. Il y avait aux États-Unis un programme d'aide aux femmes qui ont des enfants. On a changé le programme et maintenant si une femme a un deuxième enfant, on lui retire l'aide sociale et elle devra travailler. Mais alors qu'est-ce qu'on fait avec les enfants? Eh bien, les républicains vont les envoyer à l'orphelinat comme dans les années trente. Face à cette mesure, suivez mon regard, le pape s'est insurgé en disant qu'il s'agissait rien de moins qu'une subvention à l'avortement des mères nécessiteuses. Donc les tenants du mouvement pro-vie se trouvent à défendre un programme social, on en rit un peu. Voilà l'épisode des orphelinats aux États-Unis.

Mais ce n'est pas moins loufoque de voir dans *Le Devoir* d'aujourd'hui le gratin patronale de Montréal servir la soupe populaire au Chic resto pop. Plus indécent que ça, tu meurs. Qu'est-ce que viennent nous dire ces messieurs? Ils viennent nous dire que la solution à la pauvreté, c'est-à-dire à leur accaparement de la richesse collective, c'est des bouffes populaires où eux vont venir, une fois par année avec leurs tabliers propres, servir de la soupe aux tomates aux pauvres de Montréal. Mais ce sont aussi les entreprises de quartier, les Sédec, ces choses-là.

Je ne peux m'empêcher de vous lire un court passage d'un document qui s'appelle: *Poverty reduction handbook of the WorldBank*, (*sic*) qui comporte un *poverty reduction kit* (re-*sic*!). Avez-vous bien ou avez-vous mal fait? Cochez et vous saurez! Ce merveilleux document coûte 19,95\$. L'idée qu'il y a dans ce document est la suivante: (p.30)

« Les contrôles complexes et les régimes d'incitation pour contrer les échecs du marché causent plus de problèmes qu'ils n'en solutionnent. De telles réglementations requièrent des bureaucraties administratives très coûteuses qui imposent aux entreprises des coûts de transaction énormes et, sur le plan du résultat, créent toutes sortes d'incertitudes. Les gains potentiels de lobbying pour des privilèges détournent l'attention des producteurs éventuels de la construction de quelque chose de sérieux. Les coûts pour détourner les régulations sont moins grands pour les grandes entreprises qui réussissent à créer des routines et passer à côté de cette régulation. Ils sont beaucoup plus grands pour les nouvelles entreprises qui ne savent pas comment faire pour contourner ces obstacles. Le secteur informel a une pertinence spéciale pour une politique de réduction de la pauvreté. Ce secteur tend à employer plus de monde que le secteur formel, il est beaucoup plus facile à créer. Plusieurs de ces petites entreprises survivent à la marge, produisent à des coûts vraiment très bas, pour une clientèle vraiment très basse, et représentent vraiment la solution pour régler le problème de la pauvreté ».

Autrement dit, de deux choses l'une: ou la solution se trouve dans la création de secteurs informels là où ils n'existent pas, ou elle se trouve dans la déréglementation, c'est-à-dire dans l'action de rendre le marché complètement noir. C'est vraiment la solution: faire le marché noir pour tout le monde. Ce « noircissement » du marché est légitimé par la dévalorisation du politique formel et de la réglementation.

Dans ce contexte - et j'en reviens avec mes boss d'hier - qu'est-ce qu'on peut penser du retour soudain du thème de la charité et celui corrélatif de la pauvreté? Je me suis fait prendre parce que je trouvais le mot « pauvreté » très beau. Nous avons organisé, je vous l'ai dit, un colloque dont le thème était: « Réduire la pauvreté au Nord et au Sud », et je me suis fait donner une raclée sur la signification du concept de pauvreté (une vraie raclée) et surtout, sur la signification actuelle de ce concept, parce que cela faisait un bon bout de temps qu'on n'entendait plus parler des pauvres alors qu'il y en a toujours eu. Or, la notion de pauvreté n'est possible que dans l'univers discrétionnaire où se fabriquent et se manipulent les besoins qu'on oppose maintenant à la logique des droits. C'est-à-dire que les pauvres sont les gens qui ne correspondent pas à

l'échelle ou à la catégorie qui est décidée par ceux qui, précisément, créent cette échelle ou cette catégorie. On est toujours, quoi qu'il arrive, le pauvre de quelqu'un d'autre relativement à quelque chose. Moi je suis le pauvre d'un poète sur le plan de l'expression littéraire, je suis pauvre poétiquement. Je suis pauvre par rapport à un très très riche. Le concept de pauvreté n'existe que manipulé par celui qui agit sur la logique des besoins, en dehors de la logique des droits. Tu n'es pas pauvre en droit, tu as le droit ou tu ne l'as pas, la porte est ouverte ou elle est fermée. Autrement dit, il n'y a pas de droits fondamentaux, il y a des droits. Mais pauvre, on peut l'être moyennement, beaucoup, un peu, etc. Ainsi, le secrétaire de l'ONU nous a fait parvenir un petit lexique pour parler de la pauvreté. Selon ce lexique, il y a la « pauvreté absolue »: moins de un dollars US par jour pour la subsistance. C'est la situation d'un milliard huit cents millions de personnes dans le monde. Il y a la « pauvreté relative », qui est définie comme l'incapacité de se reproduire dans des conditions normales - tu ne manges pas assez pour faire des enfants et tes enfants ne mangeront pas assez pour être intelligents. La « pauvreté simple », quant à elle, est définie comme le fait de manquer d'un certain nombre de choses et puis, il y a la « pauvreté riche » qui correspond par exemple à la pauvreté au Canada - cette pauvreté est celle déterminée par les seuils de pauvreté des gens riches, etc.

Cette magnifique catégorisation a permis au Canada de sortir de son dilemme et de voter pour la réduction de la pauvreté à l'ONU. En effet, le Canada avait dit qu'il devait réduire son budget, ce qui est un peu embêtant quand on veut réduire la pauvreté. Mais avec ces nouvelles catégories, il peut s'engager à réduire la pauvreté absolue et donc, si on crée des pauvres relatifs ou encore des pauvres, eh bien ce n'est pas de nos affaires. Le tour de passe-passe n'est pas difficile à comprendre: il suffit de définir les populations que l'on veut cibler et celles que l'on veut assommer. On n'a qu'à dire ensuite que ces dernières ne sont pas dans la catégorie visée et qu'elles ne font donc pas partie du problème. Cela a donné la déclaration de Copenhague (mars 1995) avec son objectif de réduction de la pauvreté absolue à l'horizon 2010.

Ce mécanisme de catégorisation du social, de privatisation des tâches traditionnelles de solidarité de l'État définit la nouvelle idéologie. En somme, l'économie autonome réduit l'État à la suppléance et à la délégation, et la délégitimation qui en résulte appelle à la rescousse une société civile informelle que l'on contrôle par ailleurs par un maigre subside toujours facile à suspendre... C'est ce qui justifie le recours et explique le ressurgissement de cette catégorie un peu délaissée de « société civile » et de *l'empowerment*, qu'on appelle *good government* .

Dario de Facendis: Je pourrais vous poser une question?

Georges Lebel: Oui.

Dario de facendis: Ces choses que vous nous dites en ce moment et que, par la façon dont vous nous les présentez, sont d'une imbécillité absolue - et que nous trouvons drôles d'absurdité - sont le résultat d'études sérieuses, de stratégies, de choix calculés. Ce ne sont pas des imbéciles qui agissent d'une façon imbécile ...

Michel Freitag: Tu interprètes mal le rire qu'il y a autour de cette présentation.

Jacques Mascotto: On sait très bien que c'est sérieux. Le rire est très sérieux.

Georges Lebel: Le rire vient de la chose suivante: il vient de l'impuissance. Si vous ne contrôlez pas les événements, feignez d'en être les organisateurs. À partir du moment où vous ne contrôlez pas le social - ou que vous refusez de le faire - vous êtes obligés de feindre de l'organiser. Le seul objectif de la Banque mondiale est de faire payer la dette de ceux qui ont des dettes (c'est écrit dans ses statuts), ce n'est pas d'aider les gens à ne pas mourir de faim. Il y a 1040 analystes à plein temps qui produisent des papiers sur ces choses-là.

Émile (X): J'ai un ami économiste à la Banque mondiale - en tout cas il y était - et je lui ai demandé quelle importance les modèles mathématiques pouvaient bien avoir pour éclairer les décisions qui y sont prises. Il m'a répondu que ces modèles mathématiques et les analyses en question

n'avaient pour fonction que de fournir une crédibilité aux décisions qui sont prises.

Georges Lebel: C'est juste. Mais pour en revenir à la question, je dirais que vous avez tout à fait raison de me reprocher de traiter, sur un ton badin, de ces choses-là. Mais je ne peux pas m'en empêcher parce que, pour vous, la Banque mondiale et les organisations du même genre sont abstraites. Mais quand on parle à ces bonhommes-là (et j'en ai eu l'occasion à quelques reprises) pendant ne serait-ce cinq minutes, on se dit après que c'est pas possible. Soit ils sont complètement stupides, soit ils sont vendus.

Dario de Facendis: Je ne voulais pas jouer au censeur. Je trouve intéressant ce que vous faites et la façon dont vous le faites. Mais je veux seulement souligner que ces gens qui font ces choses-là ne sont pas seulement des imbéciles. C'est facile pour nous de dire que c'est imbécile ce que ces gens sont en train de faire, mais c'est peut-être trop facile de s'en tenir à cela.

Georges Le bel: Mais en fait c'est plus compliqué que cela parce qu'ils répondent à la logique du remboursement des dettes qui n'est pas du tout notre logique. Ils ne sont pas insensibles, ils prétendent partir de la réalité inéluctable la plus certaine qui est celle de la nécessité d'adapter les politiques des États aux impératifs du marché dans une économie mondiale devenue autonome. Et ils nous trouvent stupides de ne pas comprendre ni accepter ces impératifs inéluctables. Votre question met le doigt sur le dilemme qui résulte du vocabulaire que j'emploie: si j'utilise le jargon juridique comme je le fais par exemple quand je dis « Intervention économique », le caractère outrageant et les conséquences sociales qui en découlent, risquent de ne pas être compris. Je ne peux sans ridicule recourir au jargon sociologique que je ne maîtrise pas et qui risquerait d'induire en erreur. J'ai alors choisi le ton léger pour résoudre ce dilemme. Permettez-moi de souligner cependant que c'est précisément là le thème de mon intervention: c'est que l'idée sous-jacente à cette idéologie de la Banque mondiale est en fait un renoncement à l'intelligence

au nom de la loi du marché. Ce n'est que a posteriori, après ce renoncement, qu'ils sont obligés de justifier cette orientation.

Si vous me permettez, je me résume pour faire place au débat. L'économie autonome réduit l'État à la suppléance, et la délégitimation qui en résulte appelle à la rescousse une société civile informe que l'on contrôle par ailleurs par saupoudrage de maigres subsides toujours faciles à interrompre. Sur ce sujet, il y a un édifiant opuscule écrit par monsieur Gérard Pelletier, alors ministre secrétaire d'État canadien responsable de la distribution de ces fonds, au sujet de la crise d'octobre 70 au Canada. C'est un opuscule mauve où il nous explique, mais dans les détails, comment il a contrôlé le mouvement social de 1967 à 1970 en donnant des subventions, en retirant des subventions, en engageant à gros salaire un gars d'un comité populaire qui criait trop fort, et en lui retirant son pactole un peu plus tard pour qu'il laisse tomber le comité de citoyens qui, désarticulé, a fini par disparaître. Tout est expliqué, vous pourrez lire cela dans ce livre que Charles Gagnon a appelé « l'Insurrection mauve ».

En conclusion, qu'est-ce qu'on peut tirer de l'image idéologique que nous propose ce modèle d'un monde globalisé? Sans rien inventer de bien original, je crois tout de même être en mesure de formuler quelques propositions. Premièrement, il y a ce que j'ai appelé une scolie: une perception erronée de la réalité induit chez l'acteur les mêmes effets que si cette réalité existait. Par exemple, croire en dieu oblige à vivre comme s'il existait, mais le fait de ne pas croire en dieu ne nous empêche pas de nous reposer dans une cathédrale. La projection idéologique de la mondialisation et de la globalisation produit les effets de sa réalité. Même si on fait la critique de la globalisation, les effets sont quand même là et les acteurs sociaux se conduisent comme si la mondialisation existait. C'est ça notre problème. C'est l'effet particulier de l'analyse sociale et de l'idéologie qui fait que son énonciation, surtout autoritaire - parce que la Banque mondiale donne de l'argent et en retire - produit des effets sociaux et induit des comportements qu'aurait produits la réalité inexistante qu'elle postule.

En conséquence, on a bien sûr des tas d'effets pervers, vous avez vu Oklahoma City, c'est l'exemple typique de l'effet pervers la projection, comme si elle était réelle, d'une réalité perçue. Les milices postulent qu'il existe un complot de l'État central contre les citoyens américains. Cela a l'air fou, mais quand vous voyez la Sûreté du Québec faire exactement la même chose avec les motards ou les autochtones québécois, vous constatez alors que c'est nous qui avons le problème.

Au Québec cette idéologie est dominante et c'est aussi une idéologie par défaut - je fais ici référence aux travaux de Dorval Brunelle. Pourtant, le projet de la Révolution tranquille était stimulant, bien qu'un peu tardif historiquement. Il s'agissait d'utiliser des instruments collectifs, et d'abord l'État, pour constituer une bourgeoisie nationale qui manquait au pouvoir. Le projet a réussi, on a construit notre bourgeoisie, mais on a oublié que la bourgeoisie n'a qu'une seule patrie: le profit. Pourquoi s'étonner alors qu'ils soient partis avec la caisse, en nous laissant les dettes et les bureaucrates qui vont avec. Après le désolant épisode de l'État Proviso, aujourd'hui en déconfiture, et la coûteuse aventure du Québec Inc., où l'on privatisait les profits en socialisant les risques, les rescapés de la Révolution tranquille tentent un *remake* d'un vieux film à succès, la mission civilisatrice des francophones en Amérique. Les Québécois ne sont pas dupes, les commissions régionales sur la souveraineté l'ont dit clairement: « Dis-donc Landry, est-ce que c'est vraiment ça que tu veux nous vendre? Si vous vous proclamez libre-échangistes, pourquoi la souveraineté? À part la caisse et la limousine, vous vendez quoi et vous voulez quoi? »

Les alternatives ne sont pas si nombreuses. D'abord, est-ce qu'on continue à défendre les acquis de la Révolution tranquille et, surtout, l'État providence et la politique du plein emploi? Les acquis ont bien mauvaise presse en ce moment, mais on ne peut pas faire autrement que de continuer à les défendre. Si on lâche un bout, comme on dit dans le domaine de la voile, c'est l'empannage et toute la voilure est emportée. Il faut donc lutter pour l'emploi, combattre l'exclusion, les conséquences de l'appauvrissement dont l'idéologie proposée postule et assume une aggravation; il faudrait rendre la sortie de crise impossible sans les

exclus, espérer la construction d'un mouvement revendicatif et faire un peu plus qu'espérer.

Mais pour ceux qui croient que le modèle de l'État providence est épuisé, l'alternative proposée dans la perspective bien sûr où le salut vient de la croissance économique, cette alternative est difficilement acceptable. Il y a deux volets: le modèle développemental, c'est-à-dire qu'on va stimuler la croissance par le développement du consumérisme dans le Tiers-Monde. On a déjà essayé cette solution, cela a donné le problème de la dette. L'autre modèle, c'est le modèle de la flibuste - vous le voyez aujourd'hui, les coups de canons, etc.: il s'agit d'aller voler les consommateurs des autres dans la concurrence mondiale, de miner leurs finances publiques en dévaluant notre monnaie et nos gains. C'est la stratégie des Américains en ce moment. Je suggère que cela revient en quelque sorte à scier la branche sur laquelle ils s'appuient parce que de toutes façons la demande solvable va s'épuiser.

Dans les faits, les nationalistes nous proposent de changer la question: si nous sommes faibles mondialement, autant l'être souverainement! Il y a un côté macho dans cette tactique, on s'en va vers la crise au nom de la fierté. Olé! L'impuissance assumée et magnifiée dans l'extase nationale, malheureusement, ce n'est pas sérieux, Astérix est mort et la village est las sous Obélix. On semble dire, puisqu'il n'y rien à faire, feignons d'en être les organisateurs. Je l'ai dit tantôt, notre collègue Landry érige l'impuissance en vertu et la soumission aux lois du marché international en libération , il repassera.

Nous sommes donc condamnés à repenser le politique, à revoir notre agir social, car même si tout le monde se trompe en adoptant l'idéologie de la mondialisation, les décisions qu'ils prennent transforment le monde en ce sens. L'analyse et l'action doivent en tenir compte. Il faut certainement repenser une des choses essentielles qu'est le travail comme facteur premier et unique d'intégration sociale. Mesdames Poulain-Simon et Bellemarre ont raison de lutter pour le plein emploi. Tant que ce sera la norme de l'intégration sociale, tout le monde doit l'exiger, et les politiques doivent livrer la marchandise ou partir. Si c'est ça la norme

sociale, c'est ça qu'il faut qu'ils fassent. Ou alors il faut changer la norme sociale.

Dans ce cas, on tombe sur notre ami Benoît Lévesque qui nous dit que c'est fini, qu'il n'y aura plus de plein emploi, alors arrêtons de penser à cela et inventons autre chose. Et là il y a plusieurs initiatives qui, face à la mondialisation postulée, veulent réinventer le social localement. Vous avez vu le slogan: « Penser globalement, agir localement ». Il faut donc reprendre le tout à la base, avec les thèmes de la régionalisation, de la décentralisation, de la déconcentration, un peu moins aujourd'hui la participation, et plus du tout l'autogestion. La coupure de la société en deux, la dualisation décrit maintenant aussi la situation dans l'univers économique dualisé qui ne réussit pas à allier le local au soi-disant global, d'où viennent les impulsions mortelles. Pour ceux qui l'ont vécu c'est absolument dramatique. Il y avait des Mexicains qui y avaient cru, eux, au libre marché et à l'ALÉNA. Il y a des gens qui y ont cru donc, ils ont fait des entreprises et, au mois de janvier, ils se sont retrouvés en une seule journée 19 000 en faillite, 100 000 en trois semaines.

D'autres nous proposent de rapprocher les lieux de décision du niveau des problèmes. C'est l'hypothèse des *Communitarians* américains qui contestent l'échelle à laquelle nous pensons actuellement le social et veulent appliquer leur version du principe de subsidiarité: les décisions devant être prises au niveau le plus bas, là où la solution peut se rendre, et n'employer au niveau supérieur que les décisions qui ne peuvent pas être résolues au niveau local. Il s'agit, dans cette perspective, d'abandonner le global, les grandes solutions nationales, l'universalité et de repenser et remplacer le principe d'égalité par celui de la comparaison de proximité (à qui est-ce que je veux me comparer?) C'est vrai dans le fond qu'il est idiot d'appliquer les mêmes barèmes à la petite bourgeoise d'Outremont, à la fermière de la Gaspésie ou à l'Inuit de Saluit ou de Pivurnituk... Mais cela rappelle un peu l'esprit soixante-huitard, l'ancienne nouvelle culture, et ça donne un peu l'idée qu'on abandonne le champ où va se livrer véritablement la bataille.

Il y en a d'autres qui proposent carrément le développement local, soit économiquement (créer des petites entreprises, agir dans son milieu), soit socialement. Ça c'est quelque chose de relativement nouveau: on veut prendre le problème par l'autre bout. À la place de créer de l'économie locale, on va créer du social local. Et ce social local, reconstituant des solidarités, pourra contribuer à reconstituer la société qu'on a détruite par une série d'interventions macroéconomiques, cela en assumant des bases sociales et des fonctions sociales nouvelles. En définitive, ces nouvelles bases sociales et fonctions auront pour effet de reconstituer une économie sociale, de nouvelles tâches qui induiront de nouvelles redistributions. Ainsi, si on fait des petites choses - créer des garderies, des comptoirs alimentaires, etc. - on va finir par créer des emplois et revivifier la région. C'est un peu comme les coopératives: elles ne valent pas grand-chose dans l'absolu, mais quand on n'a pas d'autres choses à faire, on fait des coopératives.

Mais on pourrait y voir aussi un éclatement des marchés, la prolifération du marché noir et le refuge dans le secteur informel. C'est le Pérou et l'Italie, reconstituant de multiples marchés avec de multiples barrières qui permettent la réappropriation du lien production-subsistance sans passer par la médiation financière globale, ni même par la médiation étatique puisqu'il est maintenant possible de s'exclure de tous les programmes sociaux en se déclarant travailleur autonome. L'utopie moralisante n'est pas bien loin de cette affaire-là, vous avez lu probablement Alain Minc sur l'apparition du nouveau Moyen-Age, avec des micro-systèmes économiques, des baronnies derrière et des cités commerçantes.

Il faut aussi évoquer la vision d'un social négocié qui propose et nécessite l'établissement de rapports de forces et la constitution d'alliances. C'est le syndicalisme traditionnel, mais cela postule aussi qu'on a en face de nous un interlocuteur, alors que la caractéristique actuelle est que plus personne ne répond au bout du fil. On l'a vu, ceux d'en face nous avertissent que le marché ne répond plus au téléphone. Avec qui veut-on négocier? La CSN est en plein là-dedans. Bien sûr on repense la citoyenneté et la démocratie participative, mais la prise hypothétique de

l'actuel pouvoir à l'intérieur d'un débat démocratique laisse bien peu de plan de manoeuvre. Par conséquent, il faudrait peut-être se concentrer sur quelques succès locaux limités, comme la campagne contre la faim au Brésil, qui s'est concentrée sur un seul problème à la fois et en a exigé la solution et qui, dans sa lutte contre la corruption, a réussi à évincer le président de la République. C'était son succès, mais on a fait obstacle à Lula, en faisant élire Cardoso, et je pense que c'est-là son échec. Je leur ai dit, il n'ont pas aimé.

J'ai pensé qu'il était possible de réunir à l'occasion du sommet mondial pour le développement social plusieurs des 1 500 ONG qui participaient à un mouvement qu'on appelait « Peuples solidaires contre l'Amérique des marchands ». C'est un beau slogan, ça a réuni beaucoup de monde, mais les marchands sont passés par-là, ils ont distribué un peu d'argent et cela a réglé bien des affaires.

La seule lueur qui reste c'est un peu la réédition du coup de Rio et des écologistes. Dans ce cas on est parti d'un problème concret et bien réel: les activistes ont bâti localement une lecture environnementale qui s'est progressivement imposée mondialement par la création d'un réseau très large, souple et autonome, et finalement très puissant. Ce réseau a imposé une vision particulière à quelqu'un qui s'y opposait fermement (Georges Bush) et a finalement obtenu la signature d'un traité assorti d'un agenda matériel. Par ailleurs, les organisations de femmes sont en train de réaliser le même mouvement, mais d'une manière différente. Ici la méthode consiste à feindre de dédaigner le pouvoir pour mieux le forcer à agir. Cela nous renvoie donc à nos initiatives locales qui cherchent un retentissement mondial sans médiation étatique et là, je vous rappelle que c'est le modèle que nous propose la Banque mondiale. On en revient toujours à ça.

DISCUSSION

Émile (X): Vous avez fait la critique de l'actuelle société au niveau mondial, vous avez montré qu'il y avait toute une stratégie de légitimation idéologique développée pour dominer les pauvres. Je veux bien, ce sont des choses que nous connaissons. Mais il y a une autre chose qui m'intéresse et à laquelle vous pourrez peut-être répondre: au nom de quelle morale, de quelle conception ou utopie faites-vous la critique de cet état de chose? Est-ce que c'est le marxisme, est-ce que c'est le christianisme, les droits individuels, le droit naturel ou je ne sais quoi d'autre?

Georges Lebel: Je ne sais pas. Premièrement, les Canadiens et les Québécois se sont prononcés déjà, par voie de référendum, sur cette question cruciale que la société précède le droit. Vous savez que nous nous sommes prononcés par référendum en 1992 pour savoir s'il y avait des droits inhérents. Les Canadiens et les Québécois ont répondu non. C'était une des quatre questions auxquelles nous avons à répondre, il n'y a pas de droits inhérents, la société précède le droit et l'État précède les droits. Donc nous nous sommes clairement, démocratiquement et positivement affirmés contre cette idée américaine qu'il y a, dans chaque individu, une petite lueur d'humanité qui doit être protégée contre les atteintes de l'État. Alors, démocrate, je me rallie à ce sentiment populaire et j'affirme avec le peuple canadien et le peuple québécois qu'il n'y a pas de droits humains fondamentaux. Il n'y a que des droits conjoncturels qui sont le résultat des luttes politiques et qui sont concrétisés dans des termes qui sont à l'usage du pouvoir et interprétés par les gens du pouvoir. C'est la raison pour laquelle on se fait toujours avoir quand on va voir les juges.

J'ai longtemps considéré que les hypothèses marxistes rendaient compte de la situation, je n'ai par contre jamais été léniniste. Alors tant mieux si cela vous satisfait, moi je vis bien avec cela. Maintenant, j'ai de petits problèmes parce que ce que l'analyse d'aujourd'hui permet de se rendre compte que l'implosion ou la disparition d'un pôle exemplaire du modèle socialiste, a permis à la Banque mondiale de libérer la force analytique de Marx, qui proposait justement la prééminence de l'économie

dans son stade de concentration capitaliste mondiale. On aurait donc réalisé, par la Banque mondiale, la prédiction de la concentration capitaliste, mais j'ai de la difficulté à être d'accord. En ce qui concerne le christianisme, non je ne me sais pas chrétien, mais je suis Québécois. Alors là il y a toutes sortes de choses qui se cachent dans les replis de notre histoire et qui surgissent comme des bulles dans un marais, un soir d'automne où les crapauds croassent sous la pleine lune! Parfois, oui, je sue par certains pores ma formation par « les bons pères » - plusieurs bons pères parce qu'ils ne me gardaient pas longtemps. Mais il y a une chose que je suis obligé d'avouer: je suis foncièrement anarchiste. Et je me suis rendu compte que j'étais totalement intolérant à tout exercice du pouvoir et qu' à partir du moment où mes amis prétendent exercer quelque pouvoir autour de moi (ça m'est arrivé avec ma très bonne amie Céline Saint-Pierre que je ne suis plus capable de voir comme une amie). Je la vois uniquement comme une boss et je la traite comme telle. Alors ça c'est un problème consubstantiel, je l'avoue, mais comme je ne crois pas à la psychanalyse, je n'irai pas voir un psychiatre ou un psychanalyste et je vis avec ça. Je me rends compte que l'ensemble de mes réflexions tournent autour de cette idée à l'effet que le pouvoir doit constamment être questionné dans son rapport au droit de l'exercer. Je demande donc toujours au nom de quoi on prétend vouloir exercer un pouvoir. Mais mon ami Mascotto, pour me fermer la gueule, me dit que c'est au nom de la possibilité que tout le monde s'exprime. Il a raison. Je reconnais ce pouvoir, je n'ai pas de problème. Mais l'institutionnalisation de cela, me pose problème.

Gilles Gagné: Vous avez parlé de déficit, vous ne pensez pas que c'est justement un déficit du pouvoir qui fait que la critique du système mondial que vous faites vous oblige un peu à faire ce que vous reprochez, c'est-à-dire à postuler un pouvoir pour en faire la critique. S'il y avait un pouvoir un peu concerté dans son action, autrement que dans des slogans, cela serait assez simple, on pourrait faire un parti. Mais je ne suis pas certain qu'il y ait une place où cette coordination a lieu, il n'y a pas de comité exécutif central. Quand vous dites que vous êtes allergique à tout pouvoir, et que vous donnez l'exemple de Céline Saint-Pierre, ce n'est plus le pouvoir. C'est l'influence, c'est la technocratie, c'est la gestion, c'est la

régulation, c'est l'adaptation, mais ce n'est pas le pouvoir. Céline Saint-Pierre, vous, moi, n'importe qui, c'est l'adaptation à des contraintes qui sont toujours ailleurs. On ne peut pas appeler ça le pouvoir. On est en face d'un système qui marche sans pouvoir et l'ensemble des critiques que vous faites, dans le fond, postulent qu'il y a un pouvoir mais, en fait, il n'existe pas. C'est malheureux qu'il n'y ait pas de pouvoir que l'on pourrait épingle, mais je crois que c'est la réalité.

Georges Lebel: Alors c'est vraiment la catastrophe. Mais ce qui s'est passé est assez simple. Je vais vous donner un petit exemple pour vous montrer comment ça se passe chez les juristes et pourquoi on cherche un pouvoir - ce qui laisse supposer qu'il y a réellement un vide. L'idée est la suivante. En 1975, vous aviez à l'UNESCO des débats épiques sur la protection des cultures, de l'éducation et des héritages de l'humanité. On s'occupait de ces questions à cet organisme, puis les Américains sont partis au moment où l'on reconnaissait que le sionisme était un racisme. De quoi parle-t-on maintenant lorsqu'on parle de culture, lorsqu'on parle de langue? On parle de *copyrights*, brevets, propriété intellectuelle. Qu'est-ce qui s'est produit pour qu'on en arrive là? On a « marchandisé » au niveau international quelque chose qui appartenait à un autre domaine que celui de la marchandise: la culture, la langue, l'éducation, les rapports sociaux, etc. L'UNESCO est maintenant une coquille vide sur ce plan parce que l'enjeu est devenu commercial. Vous l'avez vu en Chine, le secrétaire américain au commerce sort dans la rue, achète un logiciel à un pirate et il vient à la télévision en disant que c'est là la preuve que les Chinois violent la légalité internationale. Qu'est-ce que c'était la légalité internationale? C'était l'appropriation par une compagnie américaine précise du droit de diffuser la connaissance. Ce n'est quand même pas rien cette chose-là. On vient avec l'ALÉNA de marchandiser deux autres choses: l'environnement et les droits des travailleurs. Maintenant, les droits des travailleurs sont considérés comme des données consubstantielles, des nécessités de la production du marché. Vous ne pourrez plus vous lever et dire que vous avez le droit de vous associer. On va demander avant si ça coûte cher, si ça empêche quelque chose ou si ça favorise votre marché. On a vu au Québec quelque chose du même genre avec la question de la réglementation sur les employés de la construction. Y a-t-il quelque chose

de plus « drabe » qu'une loi sur les employés de la construction? Mais pourtant cela a été crucial dans les négociations de l'ALÉNA parce qu'il s'agissait, pour les travailleurs québécois (qui travaillent de moins en moins dans la construction parce qu'on construit de moins en moins), de les protéger, de leur assurer une retraite par la constitution d'un fonds commun, s'ils travaillaient pendant un certain temps dans la construction. On a dit de cette mesure, dont les Américains ne bénéficient pas, constituait un avantage injustifié et une subvention aux ouvriers de la construction parce que, par cette disposition, ils peuvent travailler moins fort. Conclusion: vous allez m'arrêter ça. Daniel Johnson fils, qui lui n'est pas égal ni indépendant, a choisi d'enlever la loi. Maintenant le Parti Québécois essaie tranquillement de réintroduire ce système, mais avec les clauses qui sont dans l'ALÉNA, il est pratiquement impossible de rétablir une réglementation qu'on a enlevée. Alors on est dans de beaux draps.

Bien sûr, les réflexions que je faisais tout à l'heure sont à un niveau à la fois éthéré et farfelu, mais les conséquences que cela a dans la réalité quotidienne, c'est l'âge de la retraite, le salaire, les conditions de travail, la santé et la sécurité au travail, notre système de santé,. C'est aussi la possibilité de maintenir des universités, parce que elles aussi, les universités subventionnées par l'État, peuvent constituer aux yeux des Américains des subventions illégales à l'entreprise. À ce compte-là il faut en tirer la conclusion et arrêter de faire travailler les professeurs pour l'entreprise afin de ne pas la subventionner.

Donc sur cette question du pouvoir, il y a effectivement un vide apparent du pouvoir. Cependant, la notion ou l'idée *d'imperium*, c'est-à-dire cette possibilité d'infléchir de façon significative les structures analytiques et les structures de transformation de la société, est tout à fait concrète et réelle, et donc le vide est plutôt un trop plein.

Gilles Gagné: Je suis d'accord avec vous pour essayer d'identifier les lieux de coordination de l'emprise de la doctrine néo-libérale, doctrine selon laquelle il faut mettre le marché au-dessus de toute capacité d'agir politiquement et qui dit que c'est le marché qui va procéder aux liquidations qui s'imposent. Les liens de coordination, de propagation, de

triomphe de la doctrine néo-libérale, je suis d'accord pour dire qu'ils existent. Mais je veux vous signaler que cette doctrine vous rejoint en tant qu'anarchiste dans sa critique du pouvoir.

Dario de Facendis: Je vous répète que j'ai apprécié votre exposé comme un exercice d'une intelligence extraordinaire. D'ailleurs, à votre place j'aurais peur et je me demande comment vous faites. J'aimerais faire une petite parenthèse en vous disant que je suis encore un peu somnambule. À un moment donné de ma carrière de réflexion, parce que je n'en ai pas d'autre, j'ai fait comme une plongée puisque je suis allé travailler avec des fous, sur Platon et des choses comme ça, et je viens d'émerger. J'ai commencé à regarder un peu autour de moi et je dois vous dire que je suis pas mal effrayé. Même qu'il va falloir faire quelque chose pour empêcher la paranoïa d'aller trop loin. Ce que vous avez dit n'a pour moi qu'un sens: je vois que nous sommes aujourd'hui dans une situation où ce n'est même plus une politique néo-libérale qui sévit mais bien une politique fasciste. Et nous sommes confrontés aujourd'hui à quelque chose qui est vraiment dangereux, parce qu'avec le fascisme on ne fait pas de pacte.

Maintenant, il me semble que ce fascisme n'a plus la possibilité d'épouser les formes préhistoriques du fascisme telles qu'elles sont apparues. L'État, la nation, la patrie, l'idéologie, tout cela était de la foutaise. Parce que, comme Marx l'a montré je crois, le capitalisme noie tout idéal dans la loi du marché et rien ne peut s'en préserver. Alors la question que je me pose est la suivante: est-ce que ce fascisme débarrassé de ces idéologies vieillies est le capitalisme? Non pas que le fascisme serait un égarement du capitalisme, mais que le fascisme serait le sens du capitalisme. Et si cela est vrai, qu'est-ce qu'on fait? L'urgence de la situation est terrifiante.

Je voulais dire aussi que quand vous vous prévaluez de cette intelligence que vous nous avez démontrée en faisant votre exposé, vous montrez avec évidence que nous avons raison. Il faudrait que nous soyons nous-mêmes dans un état d'imbécillité forcenée pour ne pas comprendre que nous avons raison. Cependant, il est évident que ces gens nous posent un gros problème: ça marche leur affaire. Nous, ça marche pas. Je me

demande donc ce que nous avons fait pour rendre notre intelligence si impuissante et comment il se fait que nous ne soyons pas capables de réactiver cette intelligence.

Finalement, il est sûr que tout ce que vous dites est un exercice de lucidité exemplaire, mais il est sûr aussi que ce que vous nous dites nous force à penser que notre impuissance, que chacun de nous ressent, est déjà le signe de notre culpabilité, de notre faute et, par conséquent, nous ne pouvons pas la mettre en avant pour l'excuser.

Georges Lebel: Impuissance, certainement, culpabilité, pas tout à fait. Sur le fascisme, il y a l'idée fondamentale que le fascisme est pour les États-Unis le seul obstacle qui existe au développement des tendances profondes du capitalisme au stade de sa concentration ultime. Et il faut tout le temps en parler parce que les Américains se sont présentés contre le fascisme, puisque quelques Américains sont morts en luttant contre lui, alors plus personne ne peut dire que c'est bon. Donc lorsqu'on leur dit que c'est fasciste, ils réfléchissent trente seconde avant de continuer. D'un autre point de vue cependant, du point de vue juridique, on peut défendre que l'ensemble de l'appareil institutionnel américain conduisait en 1915 à la structuration cohérente d'un État qui ressemblerait à ce qu'aurait été l'Allemagne, n'eût été l'opposition des Alliés. L'idole des néo-libéraux, le Juge Weddell Holmes épousait les idées politiques corporatistes. Cette poussée stoppée par la première guerre mondiale, ne peut pas se développer à cause de la crise de 1929 - on doit faire toute une série de concessions à cause de la crise - et, je ne sais pas si vous avez fait des études historiques là-dessus, mais moi qui ne suis pas un spécialiste de ces choses-là, je sais cependant que de 1930 à 1938 les Américains n'étaient pas sûrs d'être contre les Allemands et contre les Japonais et penchaient plutôt pour Salazar et Franco. Concernant le militarisme autoritaire des Japonais, cela n'a dérangé les Américains qu'à partir du moment où les Japonais les ont attaqués.

Je précise cependant que je ne participe pas et que je n'ai jamais participé de cette idée qu'il y a un complot mondial pour nous imposer quelque chose. Il y a la logique du développement du capitalisme lorsqu'on

met à la tête de ce développement l'idée du profit. Il y a une aberration que tout le monde a compris maintenant, c'est que cette idée du profit immédiat est contradictoire avec les intérêts à moyen terme de ce même capitalisme, c'est-à-dire qu'il y a une boucle où les gens se bouffent le nez. Et ce n'est quand même pas rien, vous avez George Soros (cet homme qui a provoqué la crise boursière de 1987 et qui a provoqué une série de restructurations sur le plan financier international, qui gère également quelque chose comme un trillion de dollars, essentiellement de l'argent des caisses de retraite aux États-Unis.) qui a financé de sa propre poche 137 millions de dollars, transporté dans son avion personnel jusqu'à Moscou les militaires qui ont bombardé la Maison blanche, dans le but d'appuyer Boris Elstine. C'est ce même George Soros qui a financé les militaires pour les engager dans cette action. On a des témoins de cela. Alors les liaisons qu'on fait entre les capitalistes internationaux et la violence, la guerre et l'imposition à un peuple de solutions qu'il ne souhaitait pas, ce ne sont pas là des liaisons abstraites. Et mon témoin c'est Chossudovsky, professeur à l'université d'Ottawa, qui se trouvait par hasard à Moscou. Il a rencontré George Soros, qu'il connaît très bien. Le gars était là avec des caisses de dollars américains à distribuer pour permettre cette action. Donc ces liaisons existent concrètement.

Pour finir, je dirais que la seule chose qui m'embête dans ce que vous dites est que vous semblez d'avis que nous sommes totalement impuissants. Ce n'est pas vrai, il y a des choses qui marchent. Tout ne marche pas, mais il y a des choses qui marchent. Cependant, là où on a un problème, c'est avec le léninisme. Finalement, on a tous intégré l'idée du programme qui va changer d'un coup les rapports sociaux. Cette idée que le pouvoir et que la captation d'un lieu unique du pouvoir constitue l'objectif de l'action sociale est une aberration. Mais ceci dit, la multiplicité des lieux de pouvoir actuel permet des choses qui étaient impossibles auparavant. Une des choses, je l'ai mentionné, a été Rio. Ce sont aussi les revendications des femmes. Je pense, entre autres, à l'Association pour la libération des femmes, pour le développement et l'environnement qui travaille dans le Sud. Elles ont un programme qui relie les questions de la famille, celles de la production économique et les questions de l'organisation du pouvoir des femmes dans la société. C'est un programme

magnifique et dont le mouvement est composé de leaders très sympathiques. Cependant, elles sont actuellement en bataille avec les Américaines qui, à cause de leur pouvoir, exigent deux choses au niveau international: l'interdiction de l'excision et la criminalisation de la violence faite aux femmes. Cela devient le critère pour l'intervention des femmes au niveau international, et elles se servent de ces revendications pour le moins restreintes, vous serez d'accord avec moi, pour empêcher la promotion de cet autre mouvement qu'est le mouvement féminin du Sud, et imposer aux organisations de femmes du Sud la vision des impératifs américains, de la bataille politique américaine. Moi je veux bien accepter les revendications américaines qui concernent la violence, je suis contre l'excision, je suis aussi contre la circoncision, mais là, il arrive que les Israéliens sont pour et j'ai alors peu de chance.

Jacques Mascotto: Ma remarque porte sur la question du fascisme. Moi, Georges, je connais aussi Soros, et je connais aussi quelqu'un qui le connaît très bien puisqu'il se faisait payer par lui, un type qui était sur mon jury de thèse de doctorat. Il se trouve que la plupart des ministres ukrainiens sont payés directement en dollars par Soros, lequel Soros donne aussi des millions à des fondations humanitaires, il donne des millions à des partis du travail, à des syndicats, etc. À mon avis il ne faut y voir une manipulation du fascisme de sa part. Il s'agit d'un homme psychologiquement très marqué, c'est un juif qui a vécu avec un faux passeport et un faux nom quand il était tout petit, et il a vraiment mal pris de se faire nier dans sa personnalité. Donc c'est un homme très dérangé psychologiquement qui veut absolument être capable de se faire un nom, et il est même capable de taper sur les capitalistes pour se faire un nom en politique. En même temps, il dit qu'il fait de l'argent pour redistribuer. Je voulais simplement dire à son sujet qu'il faut en prendre et en laisser.

Au sujet du fascisme maintenant, je pense que c'est aussi une volonté de repolitisation. C'est-à-dire que, et au même titre que le marxisme, le fascisme a toujours eu un côté révolutionnaire, il a toujours eu une volonté très politique, c'est-à-dire une volonté de rupture qui, s'inscrivant dans le cadre de la dépolitisation technicienne du capitalisme, a toujours eu pour but de se démarquer très profondément du libéralisme. En ce sens,

et compte tenu de cette volonté de repolitisation, du moins au début, il récupère des intensités, il récupère des radicalisations ouvrières, des revendications de démunis et d'exclus. Or, il me semble que nous assistons aujourd'hui à une montée de cette volonté de radicaliser, de repolitiser. Là le fascisme récupère énormément de cette intensité subjective dans un moment où les social-démocrates, économistes eux-mêmes, n'ont pas cette volonté politique de rupture, de trancher et de rompre avec le système. Au départ, c'est le fascisme qui se présente avec une volonté de rupture franche avec le système et c'est en ce sens qu'il récupère des intensités et à ce niveau-là, il faut donc voir que la situation en cours présente cette manifestation de cette volonté du travail vivant et de cette volonté de faire rupture avec quelque chose. Et ça c'est un vieux slogan de la gauche qui doit travailler à partir de ces intensités qui se manifestent de toutes parts dans le social en décomposition. Aussi, cette prolifération des intensités sociales, on les voit actuellement en Italie et en France. Par exemple, l'électorat de Le Pen est composé à 70% d'ouvriers, de gens à la retraite, de démunis. Donc tu vois, quand on entend fascisme il y a précisément un programme là-dessous. En ce sens - et ça me permet de répondre à Émile qui posait la question de l'utopie au nom de laquelle on parle - ce n'est pas une utopie. Il se trouve que Marx a très bien montré que l'État est sorti de la société, que le capital est sorti de la valeur d'usage, qu'il s'est émancipé de la production industrielle, qu'il est lui-même une bulle flottante et conséquemment, puisqu'il a entraîné une déresponsabilisation totale, il faudrait dénoncer toute idée de société civile. Parce que la société civile n'a de sens que dans son rapport à l'État, dans un rapport vertical. Or il se trouve que cette société civile est maintenant un leurre, tout comme cela a été un leurre de parler de société civile en Russie. Donc il faut surtout laisser tomber cette illusion de la société civile, cela pourrait être à mon avis une des conclusions de ton exposé. Il y a toute une idéologie de la société civile - je dis ça parce que c'est repris par des gens de gauche en France, c'est repris par les socialistes, etc. qui ne tient pas debout.

Georges Lebel: Arrête-toi là. Un instant, je vais modérer le modérateur. Si jamais j'ai dit le contraire, je me suis mal exprimé, car ce que tu viens de dire correspond tout à fait ça que je voulais apporter pour la conclusion

de mon exposé. J'ai dit que la société civile ne peut se concevoir sans l'État et que si on veut concevoir la société civile en dehors de l'État, comme substitut à l'État, là, on est complètement dans les patates.

Jacques Mascotto: Bon alors je vais m'arrêter là.

Georges Lebel: Je veux intervenir sur ce que tu as dit, comme Québécois. On a un problème au Québec: comme on dit en optométrie, on découvre qu'on a un point aveugle. Le point aveugle c'est la distinction entre le fascisme et les nazis. Pour l'adolescent que je fus en 1954, les nazis étaient vraiment les épouvantables juste à côté des communistes. Mais on oublie que Salazar était corporatiste et fasciste, on oublie quelle était la source du pouvoir de Mussolini et quelle fut la source de ce pouvoir corporatiste en Espagne. Nous avons vécu, nous vivons encore les mêmes contradictions sociales et le même projet social corporatiste. Ce projet social peut se résumer très simplement: l'État constitué par le capital se désengage des fonctions traditionnelles de l'État pour conférer à des groupes auto-proclamés, constituants de la société, des pouvoirs réservés traditionnellement depuis la Révolution française à l'État. Le corporatisme, c'est le Collège des médecins, c'est le Barreau, qui exerce sur la profession juridique et sur les avocats des contrôles et des pouvoirs réglementaires. Mais ça c'est vieux, ça remonte au Moyen Age. Et là, lorsqu'on fait des producteurs de poules et lorsqu'on réglemente la grosseur du cul des poules pour discipliner la grosseur des oeufs pour je ne sais trop quelle raison qui aurait une quelconque importance, il faut savoir que se sont eux, les producteurs, qui ont ce pouvoir de l'État, par délégation. Là on est en plein corporatisme parce que les acteurs économiques obtiennent l'avantage de la coercition étatique et de l'usage exclusif de la violence légitime pour exercer leur domination sur le marché. Ça c'est le phénomène corporatiste fondamental sur lequel s'est construit le fascisme et qui a donné par la suite les nazis. Maintenant, est-ce que c'est une conséquence nécessaire ou inéluctable? Je ne le sais pas. Mais quand les gens me disent qu'il faut donner des subventions aux groupes populaires et le pouvoir de réglementer l'accession aux soins de santé (par exemple, la distribution de pommes et de lait aux femmes enceintes qui risquent d'avoir des bébés de petit poids), ce n'est quand même pas rien.

Quand un comité de citoyens obtient le pouvoir de dire à une femme qu'elle n'aura pas de bien-être social si elle ne se présente pas chaque semaine ou chaque jour dans le local du CLSC pour prendre son verre de lait et manger sa pomme, et que ce sera seulement après qu'on lui donnera son chèque du bien-être sous prétexte que l'on craint que la mère ne donne le verre de lait à ses autres enfants et, par conséquent, qu'elle rende le programme inefficace, alors quand on est rendu à donner ce pouvoir de contrainte à un groupe de citoyens dans un quartier, on peut commencer à se poser des questions.

Michel Freitag: Je commencerai par la dernière question soulevée, celle du fascisme. Je ne suis pas d'accord avec l'interprétation et la distinction entre le fascisme et le nazisme. Et puis, je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'assimilation que tu fais entre le fascisme et le corporatisme qui s'est développé tous azimuts depuis, disons, une cinquantaine d'années. Le corporatisme des grandes corporations j'entends, c'est-à-dire le corporatisme des syndicats et ce corporatisme populaire où l'État - qui était devenu l'État-providence - se départissait de ses responsabilités. Je ne veux pas insister là-dessus, mais je pense qu'il y a une distinction à faire entre le fascisme en général, le fascisme historique et le nazisme. Le fascisme en général restait essentiellement ancré dans une idée traditionnelle de la société. Les corps sociaux, les corps intermédiaires et leurs hiérarchies, ce n'est pas pour le défendre que je dis cela, mais il renvoyait à une idée de société, de normativité commune; il était foncièrement anti-moderne, c'est-à-dire contre l'abstraction des droits, l'abstraction des libertés et, incidemment, il s'est trouvé aussi contre le libéralisme économique sur les mêmes bases qui avaient une certaine cohérence. Finalement, je ne crois pas que cela ait été en soi, à ce niveau idéologique, quelque chose d'extraordinairement menaçant. Pour répondre à Dario, le fascisme en Italie, ce n'était pas à mon avis une chose si terrifiante. Peut-être qu'il y avait des aspects terrifiants, mais il y a eu au maximum 3 000 prisonniers politiques sous le fascisme. Le pire c'était la terreur brune pendant la période de la prise du pouvoir et juste après, avec des histoires traumatisantes, il est vrai. Mais ce que je veux dire ici, c'est qu'il n'y a pas de proportion avec le nazisme et donc, on ne peut pas non plus poser le nazisme comme étant l'excroissance ou l'extension de ce

fascisme-là, sauf que bien sûr il a utilisé cette idéologie en même temps que bien d'autres.

Alors je ne vais pas faire une analyse du nazisme et de la relation avec la situation contemporaine, mais effectivement j'aurais des craintes que la situation contemporaine ouvre le chemin à quelque chose qui ressemble beaucoup au nazisme. Pour prendre un exemple, certains d'entre vous ont certainement lu le bouquin de John Kenneth Galbraith sur la paix indésirable, sur l'espèce d'extrapolation d'un comité scientifique désigné pas un président américain pour étudier, sans référence à des valeurs normatives mais d'une manière purement scientifique, les conséquences qu'auraient la paix mondiale. On y voit que l'analyse purement objective, purement scientifique et froide aboutit à la conclusion que la paix mondiale serait la plus grande catastrophe et que la responsabilité effective des responsables qui s'auto-décrètent comme responsables, c'est d'éviter à tout prix la paix mondiale. Là on serait proche du modèle nazis.

Georges Lebel: Je suis d'accord là-dessus, sur cette idée qu'il n'y a pas de succession nécessaire ni de passage obligé de l'un à l'autre - il y a le corporatisme, il y a le fascisme, il y a le nazisme - et le développement n'est pas linéaire en histoire, il me semble l'avoir dit. Mais il y a un rapport de filiation et l'action en reconnaissance de paternité est rendue caduque par élimination du père.

Michel Freitag: Pour montrer la différence, je dirais que le corporatisme traditionnel, y compris celui que le fascisme a voulu remettre en place, est un corporatisme qui renvoyait à des corporations traditionnelles, avec leurs normes propres, avec leur hiérarchie propre. C'était une manière de sauver les hiérarchies de la société traditionnelle, de sauver les élites locales, de sauver l'idée traditionnelle de société organique. Le fascisme a utilisé cela, il a joué avec cette idée pour propulser la société dans un âge de technologies, etc., pour servir de moyen de mobilisation de masse, etc. Donc il jouait sur deux tableaux, ce n'était pas très cohérent, mais je ne crois pas qu'il y ait des relations avec le corporatisme contemporain.

Une telle mise en relation n'est pas très claire et je ne crois pas que l'on puisse s'appuyer dessus.

Maintenant, la question que je voulais poser revient un peu à te reprocher une certaine ambiguïté ou une certaine incohérence, ou peut-être de ne pas aller assez loin à un certain moment donné. Tu as fait une déclaration en te disant anarchiste.

Georges Lebel: Non. J'ai dit que j'étais un anarchiste boiteux.

Michel Freitag: Oui, à un autre moment tu as dit: c'est boiteux. De l'autre côté, tu as constaté la dissolution du politique et la catastrophe qu'est en soi la dissolution du politique. Je voudrais seulement te faire remarquer qu'on ne peut pas séparer les deux choses. Oui on peut critiquer certaines formes du politique, on peut critiquer le pouvoir, mais on ne peut pas faire référence à une priorité de la société - je ne parle pas de la société civile. Là, je suis d'accord avec les remarques de Mascotto, que tu as approuvées d'ailleurs, que la société civile est nécessairement en rapport avec l'État .

Georges Le bel: La même chose pour les ONG d'ailleurs. Lorsqu'il n'y aura plus de gouvernement, il n'y aura plus d'ONG...

Michel Freitag: Oui, mais ce que je voudrais dire c'est que le vrai problème, que tu n'as peut-être pas posé clairement, c'est le problème de la dissolution du politique comme seule forme possible d'organisation de fonctionnement de la société dans une situation où la capacité d'action n'est plus régie par les traditions qui sont par principe immobiles. Elles bougent, mais elles bougent comme les climats et la géologie. Nous sommes dans une société de capacité d'action qui devient illimitée, d'intervention, d'innovation, d'entreprises, etc. D'une certaine manière, le mot entreprise résume tout. Les entreprises technologiques, les entreprises économiques, les entreprises culturelles, les entreprises scientifiques, toutes les entreprises que tu veux; on peut tout entreprendre, il y a une capacité d'entreprendre. La légitimité de cela est forgée aux États-Unis. Et puis en face, il y a une existence humaine commune qui ne peut exister que sur la base d'une certaine épreuve d'une solidarité entre les membres de la société, et une certaine épreuve à travers les siècles d'un

mode de rapport au monde qui se fixe n'importe où, où l'on veut - dans les religions, dans les moeurs, dans les normes - mais tout cela a disparu par la légitimité de la capacité d'entreprendre; et il n'y a que la forme du pouvoir qui, devant cette autonomisation de la capacité de faire n'importe quoi, peut exercer une sanction. Donc, on ne peut pas désigner le pouvoir pour attaquer disons le laisser-aller ou la domination de l'économie, des mécanismes du marché, etc.

Georges Lebel: En ce qui concerne la dissolution du politique, si j'ai dit qu'il y avait une dissolution du politique, vraiment je me suis mal fait comprendre. Ce que j'ai dit, c'est qu'il y a une dissolution d'une certaine forme traditionnelle du politique au niveau où il s'est exercé traditionnellement. Ce qui se passe actuellement, c'est qu'on assiste à un processus qui part de loin. Pour faire une histoire courte, on n'a qu'à commencer au Moyen-Age. Et puis on arrive tout d'un coup avec des méga-concentrations auxquelles on impute des méga-pouvoirs, ou des méga-influences, appelez cela comme vous voudrez. Lorsqu'on conçoit le pouvoir politique en ces termes, on s'interdit de comprendre quel est le véritable rapport social sur lequel se construit le rapport de pouvoir: la possibilité de contraindre l'action d'un autre dans un sens plutôt que dans un autre - c'est ma définition du politique, vous pouvez ne pas être d'accord, mais je suis à l'aise avec cela.

Michel Freitag: Là tu viens de donner une définition opérationnelle du politique. Le définir comme une capacité de contraindre revient à une définition opérationnelle, Weber lui-même la donne. Mais il y a une autre définition du politique que Weber donne aussi, c'est le politique défini comme capacité de représenter une volonté commune d'une manière légitime. C'est aussi une définition du politique. J'ai donc l'impression que des fois tu joues d'un côté, pour dire que le marché mondial dissout le politique, et des fois, tu joues d'un autre côté pour affirmer ton désir anarchique, pour te débarrasser de la capacité de contraindre, de la capacité d'influence, etc., mais qui n'est plus politique. Donc je vois une ambiguïté dans ta critique, les méga-pouvoirs dont tu parles, où sont-ils? Il y a des États qui ont revendiqué des méga-pouvoirs, mais en tant qu'États, et en particulier les États nationaux, malgré la abus qu'ils ont pu

commettre, ils étaient au moins, dans leur forme de légitimité, contraints de reposer sur le consentement des citoyens et, dans ce consentement, était impliqué une certaine unification d'une structure nationale, d'un système normatif traditionnel, etc. qui était évolutif. Comme en France par exemple, l'État lui-même pouvait vouloir transformer ce système normatif - dans le cas de la France, l'État a transformé les parlés locaux en une langue nationale - mais c'était toujours quand même dans cette reprise de la reconstruction d'un consentement commun sur une structure de normes à valeur globale et synthétique.

Georges Lebel: Dans un sens tu as marqué un point. Si tu m'avais laissé finir cependant, tu aurais compris que l'interprétation que je donnais du principe de subsidiarité était précisément l'autre volet du concept de pouvoir. C'est-à-dire que la conception de méga-pouvoir, de méga-lieux de décision, avec l'idée léniniste de la prise du pouvoir au grand soir de la révolution, c'était foutu. C'était foutu parce que les gens qui l'exerçaient disaient qu'ils ne voulaient plus l'exercer. Comme je le disais, ils ne répondent plus au téléphone. Mais d'autre part, ce dont tu parles, ce sont les autres formes de rapports sociaux qui construisent le rapport de pouvoir, j'ai essayé de le suggérer dans l'application de ce principe de subsidiarité. C'est-à-dire que les choses doivent se faire là où elles peuvent le plus socialement possible - consenti, utile - se faire. Et on n'a fait monter les décisions dans les strates supérieures que si on était capable de faire la preuve que c'était plus efficace. Voilà, c'était le deuxième volet de mon idée de pouvoir. J'ai été un peu choqué par ta critique. Tu avais raison dans ta première partie, mais tu aurais dû me laisser terminer la deuxième partie.

À propos de cette idée d'anarchie, j'aimerais seulement ajouter que politiquement je ne suis pas anarchiste. Mais il faut voir cependant que telle que définie par Proudhon, l'anarchie c'est le contraire du désordre. C'est tellement organisé que je suis trop anarchiste spontané pour être véritablement anarchiste. C'est tellement compliqué le fédéralisme que je ne veux rien savoir de cette notion de fédéralisme. Mais il faut voir que tous les communautaristes américains utilisent cette arme de la critique fédéraliste contre le pouvoir central américain. C'est de ça qu'on parle. Et

nous, comme Québécois, nous avons décidé d'utiliser l'arme nationaliste plutôt que d'utiliser l'arme fédéraliste, qui nous semble un peu faire mauvaise presse.

Dorval Brunelle: Je voudrais faire une réflexion qui est plutôt au point de départ une question de méthode qu'il faudrait compléter éventuellement. Je ne sais pas si tu en as l'intention, mais c'est dans cet esprit que je fais mes remarques. Je pense que quand tu parles des discours - finalement le thème c'était la société civile à la rescousse de la Banque mondiale - il y aurait une chose intéressante à établir maintenant: dans quelle mesure il s'agit simplement d'un effet rhétorique et dans quelle mesure il s'agit d'emprunts, c'est-à-dire quelle est l'origine ou la généalogie de ces concepts. D'où viennent-ils? C'est ce qui serait intéressant de chercher, car on verrait peut-être surgir au niveau d'une analyse sociologique de la filiation des concepts - Foucault parle de cette généalogie des concepts - d'où cela vient. C'est sûr que la notion de société civile est ambiguë, elle est utilisée de deux façons à l'heure actuelle: d'une façon réformiste, et aussi comme critique de l'étatisme. Alors cela nous renvoie aux universités, cela nous renvoie aux pompes à idées, cela nous renvoie aux *think tanks*. Et là il aurait été intéressant - tu ne l'as pas fait, je me permets de le faire - de montrer par exemple que cette idée d'essayer de sauver le monde par l'informel est en fait une thèse de Fernando De Soto (*L'autre sentier, la révolution informelle dans le Tiers-Monde*) qui a eu un succès colossal en Amérique latine et qui a été repris aux États-Unis. Il m'apparaît donc important de mettre à jour les origines proches ou lointaines, par intellectuels interposés, de ce que la Banque mondiale - et les autres d'ailleurs - fait. Voilà, c'était ma première remarque qui, comme je le disais, renvoie plutôt à une question de méthode.

L'autre chose qui m'apparaît intéressante de voir, c'est que je me demande dans quelle mesure il y a moyen de faire ce genre de travail sans ouvrir également sur les courants, c'est-à-dire sur les vecteurs qui portent ces idées-là. Je crois qu'il y aurait lieu de faire une espèce de sociologie, si tu veux, à la fois des organisations et des mouvements sociaux. Parce qu'il y a deux choses qui sont en train de se produire: ces

entreprises qui sont en train de se mondialiser, leur message, leur fonction sont en même temps développés par des groupes de pression, n'est-ce pas ? Donc il y a peut-être à aller chercher davantage du côté de ces nouvelles pratiques que l'on voit à la fois du côté des entreprises et des partis politiques, mais que l'on voit aussi dans la société. Parce que j'aurais aussi aimé te voir ouvrir sur l'analyse des mouvements conflictuels qui portent ces idées-là; parce que finalement, même si on pense en terme de généalogie comme je viens de le dire tout à l'heure, ce n'est pas suffisant. Il faudrait voir comment ces concepts circulent, comment ces interprétations ont pu se former à travers certains conflits, à travers certaines confrontations.

Voilà les deux remarques que je voulais faire, mais maintenant que j'ai la parole, je ne la laisserai pas comme ça. Il y a deux remarques d'ordre plus théorique que je souhaiterais avancer, et c'est peut-être la remarque de Gilles Gagné qui m'a fait penser d'ajouter cela. C'est sûr qu'à l'heure actuelle il est en train de se produire quelque chose qui serait de l'ordre d'une dissociation entre la société civile et l'État. Mais je pense qu'il y aurait lieu de se pencher sérieusement sur la question de la dissociation. Qu'est-il en train d'arriver au rapport société/État conceptualisé par les grands classiques de la sociologie? On parle à l'heure actuelle de « souveraineté poreuse », *perforated sovereignty*, ou je ne sais pas quoi. Et je pense que faute de saisir ce rapport, on a tendance à remonter à une analyse historique et à comparer avec le Moyen Age ou autre chose. Or, ce n'est peut-être pas la tangente qu'il faudrait prendre. Il vaudrait peut-être mieux essayer de voir ce qui se passe carrément. Cette dissociation État/société civile - et là tu l'as bien mentionné aussi, mais il faudrait l'articuler théoriquement - recouvre celle entre le privé et le public. L'État qui décide à l'heure actuelle entre dans les chambres à coucher, par groupes interposés justement. C'est sûr que là il y a quelque chose, au niveau de la fracture public/privé, qui m'apparaît tout à fait essentiel et déterminant pour comprendre ce qui est en train d'arriver.